



WFP  
Programme  
Alimentaire  
Mondial

SAUVER  
DES VIES  
CHANGER  
LES VIES

# Genre, Protection et Inclusion dans l'Action Anticipatoire – Analyse pour Madagascar

Rapport de pays

Septembre 2025



# Tableau des matières

Préface .....	6
Sommaire exécutif .....	8
1. Introduction.....	10
2. Revue de la littérature .....	11
3. Contexte du pays.....	13
4. Méthodologie.....	17
4.1. Résumé de l'approche méthodologique et de la conception .....	17
4.2. Échantillonnage.....	18
4.3. Collecte de données .....	19
4.4. Analyses des données.....	19
4.5. Limitations .....	20
5. Résultats .....	22
5.1. Typologie des participants à l'étude.....	22
5.2. Les aléas climatiques dans les 3 districts.....	23
5.3. Vulnérabilités et impacts différenciés liés au genre des aléas climatiques.....	27
5.3.1. Rôles et responsabilités .....	27
5.3.2. Accès aux ressources et aux informations .....	31
5.3.3 Participation et prise de décisions.....	36
5.3.4. Violence basée sur le genre et risque de protection .....	37
5.3.5. Nutrition et santé.....	38
5.4. Besoins et priorités différenciés selon le genre. ....	39
6. Discussion .....	41
6.1. Vulnérabilités émergentes face aux risques liés au climat .....	42
6.2. Inclusivité des approches actuelles de l'action anticipatoire.....	42
6.3. Comment le PAM peut-il mettre en œuvre l'AA dans le pays pour répondre aux réalités identifiées ? .....	43
7. Conclusion .....	44
8. Recommandations .....	44
Annexe .....	47
Crédits Photographiques .....	58

# Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition des échantillons.....	18
Tableau 2. Occupations principales des participant.e.s.....	22
Tableau 3. Répartition par niveau d'éducation.....	23
Tableau 4. Besoin différenciés des hommes et des femmes en cas de chocs.....	41

# Liste des figures/graphiques

Figure 1. Répartition sur la fréquence de production des risques climatiques.....	24
Figure 2. Connaissance / compréhension des aléas climatiques.....	24
Figure 3. Répartition des répondants par tranche d'âge selon leur connaissance des causes des risques climatiques / compréhension des aléas climatiques.....	25
Figure 4. Chocs subis au cours des 2 à 5 dernières années.....	26
Figure 5. Perceptions de répondants sur les personnes affectées par les risques climatiques .....	27
Figure 6. Perception sur les impacts différenciés des chocs climatiques.....	30
Figure 7. Compréhension des chocs par genre.....	33
Figure 8. Impacts générés du choc climatique.....	34
Figure 9. Tendance selon le genre sur les stratégies d'adaptation .....	36
Figure 10. Représentation des besoins immédiats par genre.....	40



# Préface

Dans un monde où les chocs climatiques deviennent plus fréquents, plus intenses et plus inéquitables, nos systèmes de réponse doivent impérativement évoluer. Madagascar ne fait pas exception. Ici, sécheresses, cyclones et insécurité alimentaire affectent de trop nombreuses vies chaque année, et fragilisent des équilibres sociaux déjà précaires. L'action anticipatoire s'impose aujourd'hui non seulement comme une innovation opérationnelle, mais comme une nécessité stratégique.

C'est dans cet esprit que le Programme Alimentaire Mondial, en étroite collaboration avec le Gouvernement malagasy, représenté par le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC), a fait le choix d'aller plus loin : intégrer pleinement les dimensions de genre, de protection et d'inclusion dans la planification, la conception et la mise en œuvre des actions anticipatoires. Parce qu'aucune réponse ne peut être efficace si elle ignore les inégalités structurelles qui rendent les femmes, les filles, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap ou les groupes marginalisés disproportionnellement vulnérables.

Cette étude, réalisée avec le soutien de NORAD, est bien plus qu'un exercice de recherche. Elle est un levier de transformation. Elle documente les réalités vécues par les communautés du Grand Sud de Madagascar ; elle éclaire les angles morts de nos mécanismes d'assistance ; elle interpelle nos modes de décision et propose des pistes concrètes pour bâtir une approche anticipatoire qui soit centrée sur les personnes et guidée par les principes d'équité et de dignité.

Je tiens à saluer le leadership du BNGRC et l'engagement des membres du Groupe Technique Action Anticipée, qui œuvrent sans relâche pour renforcer la résilience des populations. Je remercie toutes les personnes qui ont contribué à cette étude, ainsi que les communautés qui ont eu le courage et la générosité de partager leurs expériences. Leurs voix sont notre boussole.

Le PAM reste pleinement mobilisé pour accompagner la République de Madagascar dans l'institutionnalisation d'une action anticipatoire plus inclusive, plus ambitieuse et plus transformative.

**Tania Goossens,**  
**Représentante et Directrice Pays**  
Programme Alimentaire Mondial  
Madagascar



# Sommaire exécutif

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) vise à promouvoir l'égalité de genre, assurer la protection et l'inclusion dans la lutte contre la pauvreté et la faim, en intégrant une perspective sensible à ces priorités dans ses actions anticipatoires. Pour la saison 2024-2025, le PAM met en œuvre des mesures anticipatoires basées sur des évaluations de risques afin de soutenir les ménages vulnérables, tout en analysant les dynamiques de genre, les risques de protection et les obstacles à l'accès à l'aide en période de crise.

L'étude menée dans les districts de Betroka, Tsihombe et Betioky, objet de ce document, a été déterminante pour identifier les besoins, obstacles et risques auxquels font face les différentes populations face aux chocs climatiques et vise à formuler des recommandations pour que le PAM à Madagascar conçoive et mette en œuvre des actions anticipatoires centrées sur les personnes affectées et adaptées aux réalités des communautés face à ces chocs climatiques.

La revue de littérature met en avant la vulnérabilité des femmes, adolescentes et enfants face aux impacts du changement climatique, exacerbée par des inégalités de genre et des structures patriarcales. À Madagascar, les effets climatiques comme les sécheresses et les cyclones aggravent la précarité des populations rurales, soulignant l'importance d'inclure les femmes dans les processus décisionnels pour favoriser la résilience et le développement durable.

L'approche méthodologique adoptée pour l'étude genre dans les 3 districts (Betioky, Betroka et Tsihombe) a combiné des méthodes de recherche quantitatives et qualitatives, avec une collaboration

avec le Centre for Learning on Evaluation Results Anglophone Africa (CLEAR-AA) pour développer des outils de collecte de données adaptés au contexte malgache. Une enquête quantitative a été menée auprès de 720 ménages ruraux, ciblant différents groupes de genre (hommes et femmes adultes, adolescent.e.s, personnes âgées) pour évaluer les risques climatiques et leurs impacts sur la communauté, tandis que des groupes de discussion homogènes par genre ont permis d'explorer les perceptions et stratégies d'adaptation. En parallèle, des entretiens semi-directifs ont été conduits avec des acteurs clés pour enrichir la compréhension des dynamiques locales et des réponses aux aléas climatiques.

L'analyse révèle des taux de chômage élevés, notamment à Betroka, et un entrepreneuriat féminin dynamique dans les districts étudiés. Les chocs climatiques, en particulier la sécheresse prolongée, affectent 80 % des répondants et aggravent les inégalités de genre en augmentant la charge de travail des femmes, surtout dans les tâches domestiques et la production alimentaire. Bien que les femmes adoptent des stratégies d'adaptation, leur efficacité perçue reste limitée en raison d'un accès restreint à l'information et à la prise de décision, domaine encore dominé par les hommes. L'accès aux ressources et à l'aide humanitaire est entravé par des critères discriminatoires, affectant surtout les femmes, les personnes âgées et handicapées. Enfin, les besoins varient selon le genre et l'âge, soulignant l'importance de réponses différenciées et inclusives face aux chocs climatiques.



# 1. Introduction

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) s'engage à promouvoir l'égalité de genre, la protection et l'inclusion, éléments cruciaux dans la lutte contre la pauvreté et la faim. Il s'assure que tous, indépendamment de leur genre ou statut, aient accès à l'assistance alimentaire et aux ressources nécessaires. En intégrant une perspective de genre, le PAM à travers son programme d'action anticipatoire (AA) favorise la participation des femmes et des groupes marginalisés (personnes handicapées, groupes minoritaires), renforçant leurs capacités et contribuant à des solutions durables pour la sécurité alimentaire, notamment en période de crise.

En effet, le PAM a pris des mesures anticipatoires pour atténuer les impacts sur les communautés et renforcer leur résilience pour la saison 2024-2025. Les évaluations des risques effectuées dans quelques zones dans le Sud ont permis de mettre en place ces actions telles que la diffusion d'informations d'alerte précoce pour aider les décideurs et les communautés à agir proactivement. Parmi les initiatives figurent la réhabilitation de points d'eau pour améliorer l'accès à l'eau potable, un soutien économique aux ménages vulnérables par le biais de transferts monétaires pour la création et la réhabilitation d'actifs communautaires liés à l'eau, ainsi que la fourniture de semences à cycle court et l'appui aux techniques de production agricole.

Cette analyse « genre et actions anticipatoires » mandatée par le PAM s'inscrit dans son programme d'action anticipatoire (AA) qui est l'une de ses initiatives phares en matière de gestion des risques climatiques<sup>1</sup>. Cette approche novatrice, selon non seulement une perspective genre mais aussi inclusion et protection, permet non

seulement de mettre en œuvre, mais aussi de financer des actions préventives avant que des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses, les inondations ou les cyclones, ne surviennent. Son objectif principal est de « protéger la sécurité alimentaire et la nutrition des populations les plus vulnérables, en atténuant les impacts de ces événements sur leur quotidien »<sup>2</sup>. L'AA idéale est celle qui a le plus de probabilité d'aider la population à risque à réduire les impacts négatifs d'un événement extrême.

L'étude menée dans les districts de Betroka, Tsihombe et Betioky, objet de ce document, a été déterminante pour identifier les besoins, obstacles et risques auxquels font face les différentes populations face aux chocs climatiques et vise à formuler des recommandations pour que le PAM à Madagascar conçoive et mette en œuvre des actions anticipatoires adaptées aux réalités des communautés face à ces chocs climatiques.

En collaboration avec le Centre for Learning on Evaluation Results Anglophone Africa (CLEAR-AA), l'étude a évalué les rôles des différents groupes avant, pendant et après les événements climatiques, ainsi que les impacts sur les dynamiques de genre. Cette recherche est essentielle pour comprendre les effets de ces événements sur divers groupes et pour concevoir des interventions spécifiques aux besoins des femmes, hommes, garçons et filles en prenant en compte leur diversité comme le handicap et leur identité. Les questions de recherche établies ont porté sur les rôles et responsabilités des différents genres dans divers contextes, ainsi que sur les

<sup>1</sup> <https://fr.wfp.org/ActionAnticipatoire> - Action Anticipatoire face aux chocs climatiques | World Food Programme

<sup>2</sup> <https://fr.wfp.org/ActionAnticipatoire> - Action Anticipatoire face aux chocs climatiques | World Food Programme

conséquences des risques sur les dynamiques de genre. L'analyse a également mis en évidence les obstacles à l'accès à l'aide en période de crise et les stratégies d'adaptation des groupes vulnérables. Comprendre les processus décisionnels au sein des ménages et les structures favorisant une participation inclusive des populations marginalisées a également été fondamental. Ce document présente d'abord la raison d'être de la recherche (Partie 1), suivie d'une revue de la littérature (Partie 2), d'informations contextuelles sur le pays (Partie 3), et de la méthodologie utilisée (Partie 4). Elle présente ensuite les résultats de la recherche (Partie 5) et discute des analyses approfondies (Partie 6). Enfin, elle conclut par des recommandations pratiques (Partie 8).

## 2. Revue de la littérature

Plusieurs études antérieures ont démontré que les femmes, les adolescentes et les enfants sont particulièrement vulnérables et sont souvent plus exposés aux risques climatiques et aux chocs associés que les hommes, car elles constituent la majorité des pauvres dans le monde et dépendent souvent directement des ressources naturelles menacées par le changement climatique comme principale source de nourriture et de revenus<sup>3</sup>. D'après l'étude menée par le groupe thématique genre de l'ONU Femmes Afrique, « les femmes des régions du monde les plus touchées par le changement climatique sont les premières victimes de l'augmentation des catastrophes naturelles, des déplacements, de l'imprévisibilité des pluies, de la baisse de la production alimentaire et de l'aggravation de la faim et de la pauvreté. La perpétuation à l'échelle mondiale de la discrimination, des inégalités, des structures

patriarcales et des obstacles systémiques, ainsi que les différences de points de vue, de vécu, de besoins et de la capacité à faire face aux chocs, font que, globalement, les femmes et filles sont davantage exposées aux effets néfastes des changements climatiques. Dans ce sens, les changements climatiques perpétuent et accentuent les inégalités entre les sexes. Parallèlement, ces inégalités et discrimination structurelle à l'égard des femmes empêchent celles-ci de participer pleinement à l'action climatique ». Selon toujours cette même étude, plusieurs facteurs sont à mettre en cause, y compris les dynamiques de genre qui fondent les rapports sociaux, les pesanteurs socio-culturelles qui persistent et entravent la pleine jouissance par les femmes et les filles de leurs droits ont un impact négatif sur toute la vie des femmes en limitant leurs opportunités socio-économiques et leurs possibilités d'autonomisation. Ces dynamiques sociales se traduisent notamment par les difficultés d'accès des femmes à la terre et à la mobilité, les rôles qui leur sont socialement attribués en tant que principaux fournisseurs de soins non rémunérés et de travaux ménagers et engagement volontaires dans la communauté, une pauvreté qui a de plus en plus un visage féminin et un risque de violence accrue.

### **Le changement climatique compromet la jouissance des droits humains notamment ceux des personnes fragiles (ONU Femmes Afrique) :**

L'accès à des denrées alimentaires suffisantes en raison de son impact sur la disponibilité et la production est un des effets négatifs principaux du changement climatique. À ce sujet, les femmes ont souvent la charge de la production, de la gestion des ressources naturelles et de l'alimentation des foyers. Plusieurs études ont montré que les femmes dépensent davantage de temps que les

<sup>3</sup> In un document de politique générale proposé par le groupe régional thématique genre pour l'Afrique de l'Ouest et du centre / <https://africa.unwomen.org/sites/default/files/2022-07/Genre%20et%20changements%20climatiques.pdf>

hommes pour la fourniture d'aliments à leurs familles ce qui a une incidence directe sur le bien-être sanitaire et nutritionnel des enfants, enclenchant ainsi une dynamique positive pour leur développement. Avec le changement climatique et notamment la raréfaction des ressources en eau, la production alimentaire est sérieusement impactée.

Le droit à la terre des femmes est directement menacé par le changement climatique à travers la désertification, la dégradation des sols et l'augmentation de la contestation et la demande de terres arables dans de nombreuses régions du monde. La propriété foncière continue souvent d'être régie par des structures où l'homme prédomine, ce qui limite l'accès des femmes aux terres arables limitant ainsi leur capacité d'adapter leur travail agricole aux changements climatiques. Leur accès limité au financement, aux semences, à la technologie et à l'information ne fait qu'aggraver la situation. Les femmes rurales sont donc particulièrement menacées, étant donné leur grande dépendance à l'égard de la terre et leur rôle dans la production agricole alimentaire.

La pénurie d'eau entraîne des conflits et des déplacements de population, les inondations quant à elles détruisent les cultures, les habitations et les infrastructures publiques. Les femmes/filles chargées d'approvisionner le ménage en peuvent s'exposer à des risques accrus de violence, y compris la violence sexuelle et sexiste, mais aussi aux conséquences néfastes pour la santé induite par les distances de plus en plus longues à parcourir pour chercher de l'eau à mesure que les sources s'épuisent. Les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés peuvent constituer une stratégie d'adaptation préjudiciable pour les filles dont les familles sont confrontées à des difficultés économiques dues aux catastrophes. La migration peut parfois être vue comme l'une des réponses inévitables aux problèmes soulevés par le changement climatique. Cependant, tous les

membres de la société ne ressentent pas ou ne vivent pas de la même façon l'incidence du changement climatique sur les droits de l'homme, et tous les individus ou groupes n'ont pas le même accès à la migration comme stratégie d'adaptation. Les personnes déjà en situation vulnérable, historiquement marginalisées comme les pauvres, les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les enfants, sont plus exposées au risque de violation des droits de l'homme et ont moins accès à la migration comme stratégie d'adaptation au changement climatique.

Le rapport mondial sur le volontariat (SWVR) 2022 a révélé que les groupes marginalisés tels que les personnes handicapées, les femmes rurales et les personnes aux identités de genre diverses sont souvent confrontés à l'exclusion ou à des obstacles à la participation tels qu'une mobilité limitée, des responsabilités familiales ou difficulté d'accès à l'information. D'après le CEDEF et l'Accord de Paris, il est important que toute action climatique tienne compte du genre et mette en évidence les mesures nécessaires pour atteindre l'égalité des sexes et promouvoir la résilience climatique. À ce niveau, la consultation et la participation pleine et entière, sur un pied d'égalité, des femmes et des filles à la prise de décision, à la planification et à la mise en œuvre de projets environnementaux sont essentielles pour protéger leurs droits et garantir une action climatique efficace. Les connaissances et l'expérience uniques des femmes et filles, en particulier au niveau local, en matière d'agriculture, de conservation et de gestion des ressources naturelles, font que l'inclusion des femmes dans l'action climatique et les processus de prise de décision est essentielle pour une action efficace et éclairée.

Le groupe genre de l'ONU Femmes Afrique a d'ailleurs soutenu qu'en veillant à ce que l'égalité des chances et de traitement des femmes et des hommes, des filles et des garçons, soit établie dès le départ comme une priorité et un objectif

spécifiques, l'action climatique a le potentiel de stimuler un développement (...), de construire des sociétés inclusives, de transformer les normes de genre, de renforcer la participation des femmes aux activités économiques et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable, pour lesquels les femmes sont des acteurs fondamentaux.

Le groupe genre de l'ONU Femmes Afrique a d'ailleurs soutenu qu'en veillant à ce que l'égalité des chances et de traitement des femmes et des hommes, des filles et des garçons, soit établie dès le départ comme une priorité et un objectif spécifiques, l'action climatique a le potentiel de stimuler un développement (...), de construire des sociétés inclusives, de transformer les normes de genre, de renforcer la participation des femmes aux activités économiques et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable, pour lesquels les femmes sont des acteurs fondamentaux.

### 3. Contexte du pays

Concernant **le climat**, Madagascar, comme de nombreuses régions du monde, ressent les effets du changement climatique comme l'élévation de la température<sup>4</sup>, la variabilité des précipitations<sup>5</sup>, l'érosion de la biodiversité<sup>6</sup> et le risque accru de catastrophes naturelles. Les régions étudiées ont, depuis longtemps, été affectées par des précipitations insuffisantes, entraînant une sécheresse chronique qui s'est aggravée ces dernières années. Cela augmente la vulnérabilité des populations, en particulier celles dont l'activité principale est l'agriculture. En effet, chaque année,

les récoltes sont insuffisantes et les perspectives restent préoccupantes.

D'abord, le pays perçoit **une température moyenne en hausse**. Les données montrent une augmentation significative des températures au cours des dernières décennies<sup>7</sup>. Cette élévation entraîne des conséquences directes sur les écosystèmes locaux, affectant notamment les cycles de vie des espèces animales et végétales. Les cultures vivrières, telles que le riz, le maïs et le manioc, sont particulièrement sensibles aux variations climatiques, ce qui menace la sécurité alimentaire des populations rurales.

Ensuite, le changement climatique entraîne une variabilité accrue des régimes de **précipitations**<sup>8</sup>. Le pays, qui connaît traditionnellement une saison des pluies, observe désormais des périodes de sécheresse prolongées suivies de pluies torrentielles. Ces fluctuations rendent l'agriculture imprévisible, augmentant le risque d'échec des récoltes et d'insécurité alimentaire. Les agriculteurs, souvent déjà en situation précaire, ont du mal à s'adapter à ces nouvelles conditions, ce qui entraîne une dépendance accrue à l'aide humanitaire.

Puis, le pays est célèbre pour sa biodiversité unique, abritant environ 5% des espèces mondiales, dont de nombreuses sont endémiques. Cependant, le changement climatique, associé à la déforestation et à l'urbanisation, menace cette richesse biologique. Les espèces animales et végétales, déjà en danger à cause de la perte d'habitat, voient leur situation se détériorer. Par exemple, les lémuriens, emblématiques de l'île, sont confrontés à des habitats réduits et

4 Direction Générale de la Météorologie de Madagascar et Division Études et Climatologie de la Direction Interrégionale de la Météo-France pour l'Océan Indien, La Réunion, "Les tendances climatiques observées à Madagascar", 2023

5 Idem

6 Plan National d'Adaptation au Changement Climatique Madagascar - PNA, 2021

7 Elévation de la température dans le littoral Sud-Ouest et le Sud et Sud-Ouest continental de l'ordre de +0,3°C/décennie, in idem

8 Baisse de précipitation plus marquée sur le littoral Sud-Ouest de l'ordre de -7,6%/décennie et une baisse de -4,5%/décennie dans le Sud et Sud-Ouest continentale, in idem

fragmentés, rendant leur survie encore plus précaire.

Par ailleurs, le pays est régulièrement frappé par des cyclones, dont la fréquence et la gravité semblent augmenter avec le changement climatique. Ces événements extrêmes provoquent des destructions massives d'infrastructures, des pertes de vie et des déplacements de populations. Les communautés côtières, en particulier, sont vulnérables aux inondations et à l'érosion, exacerbant les défis économiques et sociaux.

À cause de ces différents facteurs, les populations malgaches, en grande partie rurales et dépendantes de l'agriculture, subissent les conséquences du changement climatique de manière disproportionnée. La pauvreté, déjà endémique dans certaines régions, est aggravée par la perte de récoltes et les dommages causés par les catastrophes naturelles. Les enfants et les femmes sont souvent les plus touchés, avec un accès limité à l'éducation et aux ressources socioéconomiques.

Cela crée un cercle vicieux où le manque de moyens pour s'adapter aux changements environnementaux renforce la vulnérabilité.

Face à ces défis, plusieurs **initiatives**<sup>9</sup> à couverture nationale sont déjà mises en œuvre actuellement pour renforcer la résilience des communautés malgaches. Cela comprend entre autres (i) la mise en œuvre de projets de reforestation pour lutter contre l'érosion, protéger la biodiversité et améliorer la séquestration du carbone. Des programmes locaux encouragent les communautés à replanter des arbres et à adopter des pratiques agricoles durables et climato-intelligentes ; (ii) l'amélioration des systèmes d'irrigation afin de mieux faire face aux périodes de sécheresse ; ces projets visant à développer des systèmes d'irrigation plus efficaces et durables aident les

agriculteurs à maintenir leur production malgré les conditions climatiques changeantes; (iii) la sensibilisation et la formation des communautés aux enjeux du changement climatique et à des pratiques agricoles résilientes. Cela inclut l'introduction de cultures plus adaptées aux nouvelles conditions climatiques et (iv) la collaboration internationale pour faire bénéficier d'un soutien international holistique (nexus humanitaire, paix, développement par exemple) à travers des partenariats avec des ONG et des gouvernements étrangers, qui apportent des financements et des ressources pour des projets d'adaptation.

Concernant **le genre et la situation d'inclusion**, malgré des progrès dans certaines domaines, le pays fait face à divers défis et certaines inégalités de genre persistent dans plusieurs secteurs, notamment l'éducation, la santé, l'économie et le socioculturel.

**En matière d'éducation, une part importante des femmes adultes pour l'ensemble du pays est analphabète (23,9% contre 21,4 % pour les hommes - EDS 2021).** Bien que les filles âgées de 12 à 15 ans soient plus nombreuses que les garçons du même groupe d'âge à fréquenter et à achever les études primaires et secondaires, 36,6 % des filles et 34,3 % des garçons (IDM, base de données statistiques de l'UNESCO, 2019), les filles sont toujours exposées à plusieurs risques d'échecs scolaires en raison de leur forte implication dans les tâches domestiques, de la violence sexiste à l'école, du manque de pouvoir d'action et, surtout, des mariages d'enfants et des grossesses précoces (Banque Mondiale - Rapport genre 2024).

**Dans le domaine de la santé, en particulier la santé sexuelle, reproductive (SSR) et maternelle pour les adolescentes et les jeunes femmes célibataires, l'accès est limité.** Selon l'EDS 2011, 45,8 % ont accs aux accouchements assistés par

9 Recherche personnelle à travers les projets/programmes de résilience des PTF (BM, UE, AFD, SNU, USAid, GIZ, etc.) et de leurs partenaires nationaux et internationaux

des professionnels, 14,6 % des besoins en matière de contraception sont non satisfaits. Le taux de mortalité maternelle est élevé (335 décès pour 100 000 naissances vivantes) (IDM 2017). De manière générale, la rareté des centres de santé et les coûts prohibitifs des consultations limitent l'accès des femmes et des filles aux services de santé. Dans les zones reculées dont les zones d'étude, les chances des jeunes femmes de rechercher des services de SSR sont encore plus limitées par le manque de sources d'information fiables sur la SSR, l'absence de cliniques de qualité adaptées aux jeunes et les normes sociales négatives qui découragent l'utilisation des services de planification familiale chez les femmes non mariées/femmes sans enfants (BM - Rapport genre 2024). Cela contribue sensiblement à l'augmentation du taux de grossesses chez les adolescentes (31,1 % des filles âgées de 15 à 19 ans ont commencé à avoir des enfants - EDS 2021); situation qui est associée à de nombreux risques pour le bien-être des filles, avec des effets négatifs potentiels à long terme sur leur éducation, leur santé, leurs possibilités d'emploi et leur vulnérabilité à la pauvreté.

**Dans le domaine économique, les femmes jouent un rôle crucial dans l'économie informelle.** Elles sont souvent confrontées à des conditions de travail dégradantes, à des revenus faibles et instables, ainsi qu'à des actes d'abus et à de harcèlement sexuel de la part de leurs employeurs (BM - Rapport genre 2024). Quant au marché de travail, les femmes malgaches sont moins susceptibles que les hommes d'y participer : 71,3 % contre 82,4 % respectivement. En plus, elles ont un accès limité à des emplois de meilleure qualité : seulement 24 % des femmes actives sont salariées contre 35 % des hommes actifs (EPM 2021-22). Cette situation peut selon l'étude de la BM s'expliquer par l'absence factuelle d'emplois et l'existence de formes légales de discrimination qui empêchent les femmes d'occuper certains emplois; ou les jeunes femmes manquent d'aptitudes et de

compétences, de connaissances, d'une vision claire et d'instruments leur permettant de concrétiser leurs aspirations professionnelles, ou encore, les femmes sont souvent victimes de discriminations fondées sur leur genre, leur origine ethnique et leur apparence physique lors des processus de recrutement.

**Sur le plan socioculturel, beaucoup de normes sociales néfastes persistent et limitent fortement le pouvoir d'action et de décision des femmes et des filles.**

Par exemple, les taux élevés de violence entre partenaires intimes (41 % des femmes ayant déjà été mariées ont subi au moins une des formes de violence), le mariage d'enfants (38,8 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant l'âge de 18 ans) (EDS 2021). Il existe une diversité de pratiques de mariages d'enfants, selon les régions, elles sont motivées par le manque de moyens, par les attitudes négatives largement répandues à l'égard des femmes non mariées et des grossesses hors mariage (BM - Rapport genre 2024). Selon l'Afrobaromètre 2024 qui concerne Madagascar, **les violences sont encore répandues surtout envers les filles et les femmes** : 35 % des femmes de 15-49 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles, une femme de 15-49 ans non célibataire sur cinq (20 %) a déclaré avoir déjà subi au moins 3 comportements de contrôle de la part de son mari/partenaire.

En termes **d'inclusion**, le préambule de l'Accord de Paris de 2015 stipule que, dans la lutte aux changements climatiques, les États parties doivent « respecter, promouvoir et prendre en compte » les droits des personnes handicapées. **Les PSH dans le pays, y compris les enfants handicapés, ne jouissent pas de leurs droits à l'éducation, à la santé, et à l'emploi.** Ceci est exacerbé par le phénomène très répandu de discrimination. Par rapport à ces situations difficiles, on cite en particulier la présence des interventions telles que

l'association HI<sup>10</sup> qui contribue à la réponse humanitaire. Elle soutient les personnes souffrant d'insécurité alimentaire, notamment les handicapés, apporte un soutien technique aux partenaires tout en favorisant l'inclusion. Elle renforce également les capacités de préparation et de réponse face aux aléas climatiques selon une approche multisectorielle intégrée et inclusive et aide les familles vulnérables touchées par la sécheresse.

Selon le Rapport des résultats du SNU, Madagascar 2023, le PAM a répondu aux besoins alimentaires croissants des 19 142 personnes handicapées recevant une assistance, dont 5 028 chefs de ménage, avec 46 % de femmes. En collaboration avec des partenaires, le PAM a mobilisé les communautés pour mettre en place des mesures de protection pour les vulnérables, y compris ceux à mobilité réduite, en aménageant des espaces ombragés sur les sites de distribution pour leur confort et leur priorité d'aide.

À Madagascar, **les enjeux religieux et culturels liés au genre et à l'inclusion sont façonnés par une riche diversité de croyances et de pratiques.** D'après l'ENSOMD (2012-2013), la population est principalement chrétienne, avec environ 67 % de femmes et 64 % d'hommes, tandis que les communautés musulmanes représentent 1 % des femmes et 2 % des hommes, et les croyances traditionnelles ou l'absence de religion concernent près d'une femme sur quatre et un homme sur quatre. Dans le "Profil genre Madagascar<sup>11</sup> de la BAD", les valeurs et croyances renforcées par les stéréotypes de genre contribuent à perpétuer une division traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes. Les hommes sont souvent considérés comme les chefs de famille, gardiens

des traditions et principaux soutiens financiers, bénéficiant d'une autorité, d'un contrôle et d'un pouvoir décisionnel, notamment en ce qui concerne l'héritage familial. À l'opposé, les femmes assument principalement les responsabilités liées à la reproduction de la force productive du foyer, en tant que mères, tout en s'occupant des tâches domestiques et en contribuant à des activités productives.

Cependant, ces rôles commencent à évoluer grâce à un meilleur accès à l'éducation et à l'emploi pour les femmes, ainsi qu'aux initiatives locales (groupes d'activistes) et internationales visant à promouvoir les droits des femmes et à sensibiliser sur les questions de genre et d'inclusion. Néanmoins, la résistance au changement demeure parfois forte, surtout dans les zones rurales.

En cas de chocs climatiques, il existe de nombreuses interventions ou organisations qui collaborent souvent avec le gouvernement local à travers le BNGRC et d'autres acteurs pour fournir une réponse efficace aux crises liées à ces changements climatiques. Il s'agit entre autres des agences du SNU (PAM, UNICEF, FAO, OCHA), des organisations internationales (WHH, Croix Rouge, Médecins Sans Frontières, Action Contre la Faim, Caritas, etc.) et aussi des organisations nationales/locales.

<sup>10</sup> <https://www.hi.org/fr/pays/madagascar>

<sup>11</sup> BAD, Profil Genre Madagascar, 2017-2021

## 4. Méthodologie

### 4.1. RÉSUMÉ DE L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET DE LA CONCEPTION

Outre la revue documentaire, l'approche méthodologique adoptée a inclus les méthodes de recherche quantitatives et qualitatives. En collaboration l'Université de Witwatersrand, les paquets d'outils de collecte de données (questionnaire ménage) ont été établis et traduits en langue officielle malgache pour faciliter leur administration ainsi que le processus de collecte.

D'abord, la démarche quantitative a été effectuée au niveau des ménages ruraux à partir d'une enquête individuelle menée auprès d'une catégorie de genre prise séparément (femmes adultes, hommes adultes, adolescents et adolescentes et personnes âgées, hommes et femmes) selon la répartition dans le tableau 1 ci-dessous. En effet, ces enquêtes individuelles ont été réalisées sur la base du questionnaire préétabli qui comprend une série de questions sur les risques d'aléas climatiques auxquels font face les communautés, ainsi que sur leurs impacts dans la vie communautaire de chaque catégorie de genre (notamment sur les relations de genre, à savoir les rôles de genre, les dynamiques de pouvoir, et l'accès de chaque catégorie de genre aux ressources communautaires).

Le questionnaire interroge également sur les stratégies de prévention, d'adaptation et de relèvement mises en place par la communauté face aux aléas, etc. Les individus ont été identifiés à partir d'une méthode par boule de neige et par quotas.

Les personnes âgées ont été sélectionnées en premier, suivi des adolescents puis enfin des adultes. Chaque individu parmi les 3 groupes et les 2 genres doivent appartenir à des ménages différents.

Ensuite, la démarche qualitative a inclus la réalisation de groupes de discussion (focus groups) par catégorie de genre homogène, c'est-à-dire des groupes comprenant uniquement des femmes, uniquement des hommes, ou uniquement des adolescentes ou des adolescents. Cette technique a permis de recueillir les opinions, attitudes et perceptions de chaque groupe sur les aléas climatiques rencontrés par les communautés, ainsi que sur les impacts sur les relations de genre, les mesures d'adaptation ou de réponse, et les recommandations, favorisant ainsi des discussions approfondies.

Pour enrichir cette démarche qualitative, des entretiens semi-directifs ont été réalisés avec plusieurs informateurs clés, tels que des dirigeants locaux (maires, chefs de fokontany ou chefs traditionnels), des représentants d'organisations communautaires, ainsi que des responsables directement ou indirectement impliqués dans l'intervention AA.

## 4.2. ÉCHANTILLONNAGE

La taille de l'échantillon a été déterminé avec l'Université CLEAR-AA et se présente tel mentionné dans le tableau ci-dessous. Par district, il y a eu :

- Adolescent-e-s : âgée-e-s de 14 à 19 ans
- Adultes Hommes et Femmes : entre 20 et 45 ans
- Personnes âgées Hommes et Femmes : entre 46 et 60 ans ou plus
- 5 grappes dont une grappe est l'équivalent d'un fokontany. Les grappes sont celles de l'étude approfondie de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle réalisée par le PAM en septembre-octobre 2024 (CFSVA). Ces dernières ont été sélectionnées de façon aléatoire pour garantir la représentativité et améliorer la précision de l'estimation des indicateurs clés.
- Par grappe, 48 enquêtes individuelles, à raison de 8 par groupe social (adolescent.e.s, hommes et femmes adultes, hommes et femmes : soit un total de 240 enquêtes individuelles par district
- 4 focus groupes (adolescent.e.s, hommes, femmes) par grappe à réaliser dans 3 sur les 5 grappes : soit un total de 12 focus groups
- 2 entretiens avec des informateurs clés dans 3 sur 5 grappes

Tableau 1. Répartition des échantillons

Participant.e.s \ District	Betroka	Tsihombe	Betioky
Enquêtes individuelles personnes âgées, Hommes	40	40	40
Enquêtes individuelles personnes âgées, Femmes	40	40	40
Enquêtes individuelles adolescents	40	40	40
Enquêtes individuelles adolescentes	40	40	40
Enquêtes individuelles adultes, Hommes	40	40	40
Enquêtes individuelles adultes, Femmes	40	40	40
Focus group adolescents	3	3	3
Focus group adolescentes	3	3	3
Focus group adultes, Hommes	3	3	3
Focus group adultes, Femmes	3	3	3
Entretien informateur clé	6	6	6

Source : PAM – Université Witwatersrand, CLEAR-AA

L'échantillon prévu a été respecté, garantissant que toutes les catégories de participant-e-s étaient représenté-e-s lors des enquêtes individuelles au sein des ménages, avec les informateurs clés, ainsi que lors des groupes de discussion. Parmi les répondants, les hommes sont plus représentés dans les catégories "marié(e)" (62,26%), tandis que les femmes dominent les catégories "divorcé(e)" et "veuf/veuve" respectivement 79,27% et 83,33%. Les célibataires sont principalement jeunes, les mariages se concentrent dans la tranche d'âge moyenne, tandis que le divorce et le veuvage sont plus fréquents chez les personnes plus âgées. Cela peut refléter des normes sociales et des comportements qui varient en fonction de l'âge et du sexe mais aussi du fait que le divorce est courant à un âge plus avancé, 50% des divorcés se situent entre 35 et 59 ans dont 79,27% parmi les femmes, et 24,39% ont 60 ans et plus.

## 4.3. COLLECTE DE DONNÉES

Pour recueillir les données, les étapes ci-dessous ont été adoptées :

- **Le recueil de ressources documentaires ou revue de littératures** : collecte des ressources secondaires disponibles auprès des différents responsables ou organisations qui possèdent des documents, des rapports d'études, etc. en lien avec la thématique genre et/ou aléas climatiques. Des recherches sur internet ont été également réalisées.
- **La descente sur le terrain pour toucher les groupes et individus à interviewer** :
  - Formation des équipes d'enquêteurs pendant 2 journées
  - Enquête individuelle au niveau des ménages : adulte homme, adulte femme, adolescent.e.s, personnes âgées.
  - Focus groups homogènes séparés adultes

hommes, adultes femmes, adolescents et adolescentes. Les échanges discussions ont été enregistrés puis transcrits

- Entretien semi-directifs

Pour les données quantitatives, les agents de collecte ont été formés lors d'une séance de regroupement et de renforcement des capacités à l'utilisation d'un smartphone avec l'application KoboCollect. À la fin de chaque journée de collecte, le chef d'équipe (superviseur de l'enquête) a validé les données avant de les soumettre à l'administrateur pour mutualisation. Le nettoyage et la vérification des données ont permis d'identifier les erreurs, les valeurs manquantes, ainsi que de supprimer les doublons et de corriger les incohérences.

Concernant les données qualitatives, les équipes de collecte ont enregistré les discussions des groupes de discussion et ont dédié deux jours à la transcription des enregistrements ainsi que la prise de notes.

## 4.4. ANALYSE DES DONNÉES

Durant le processus proprement dit d'analyse des données, le Consultant principal a procédé à la triangulation des données recueillies de façon à mieux répondre aux différentes questions de recherche, mettre en exergue les spécificités pertinentes et avoir une compréhension plus complète du sujet étudié et ce, pour vérifier les données provenant de différentes sources et pour améliorer la fiabilité des résultats de la recherche.

D'abord, les données quantitatives sont résumées, analysées et visualisées à travers des statistiques descriptives (moyennes, pourcentage) et aussi à travers des tableaux et des graphiques (histogrammes, diagrammes en barres). Ces

représentations sont par la suite commentées sur la base des points saillants ou le contraste. Il y a également la mise en relation (corrélation) entre les variables pertinentes afin de faire ressortir les spécificités, les faits similaires ou les causes selon le genre, ou l'âge ou d'autres sous-critères pertinents.

Pour les données qualitatives, elles sont particulièrement codées afin de les classer et de mettre en exergue les thèmes ou les motifs dans les réponses. En effet, il y a eu annonce de l'accord sur la confidentialité et l'obtention du consentement des participant.e.s entre autres sur les conditions de participation, la durée, l'anonymat de la discussion (utilisation d'un code par personne), le volontariat de leur participation. Cela facilite aussi bien l'analyse thématique et la compréhension des perceptions et des expériences des participants tout en recherchant les relations entre les thèmes et les données quantitatives.

À cet égard, il a été identifié (i) les thèmes récurrents, ainsi que les motifs ou idées clés qui émergent des données, (ii) l'importance de l'intersectionnalité, c'est-à-dire l'interaction et l'influence des expériences individuelles (telles que l'ethnie, le genre, la classe sociale, etc.), en mettant l'accent sur les divers marqueurs d'identité qui se chevauchent et peuvent engendrer des situations de vulnérabilité, et (iii) les manifestations des relations de pouvoir face aux chocs climatiques, en examinant qui détient le pouvoir, comment il est exercé et son impact sur les dynamiques au sein des familles.

## 4.5. LIMITATIONS

Le retard de démarrage du processus de l'étude au niveau des 2 districts de Tsihombe et de Betroka en lien avec le déploiement du consultant principal a eu relativement affecté le temps de pré-traitement et de traitement des données surtout quantitatives.

Également sur le terrain, il était parfois constaté la faible qualité de la participation de certains groupes genre comme les adolescentes, ce qui peut sensiblement affecter la généralisation des résultats obtenus à travers les focus groupes. Aussi, parfois, l'homogénéité des groupes n'était pas toujours respectée en termes de tranche d'âge ; certains adultes ont été intégrés dans les groupes d'adolescents par affinité ou du fait qu'ils ne sont pas encore mariés par exemple.

Pour certaines équipes de terrain, les réponses des participants ont été généralement très courtes ou très peu sont le nombre de répondants aux sujets / questions posées, cela fait que parfois les données peuvent être incomplètes et risquent de rester dans la généralité.

Il convient également de mentionner que certaines équipes n'ont pas réussi à démarrer l'enregistrement des discussions lors des groupes de discussion en raison d'oubli ou de manque d'attention, ce qui signifie que certaines des notes prises peuvent être incomplètes.

## 5. Résultats

### 5.1. TYPOLOGIE DES PARTICIPANTS À L'ÉTUDE

L'étude a été essentiellement focalisée sur les principales occupations et les niveaux d'éducation des participant.e.s.

#### Occupations principales des hommes et des femmes dans les trois localités

Tableau 2. Occupations principales des participant.e.s

Participant.e.s	Homme			Femmes		
	Betioky	Betroka	Tsihombe	Betioky	Betroka	Tsihombe
Étudiant	9,09	4,96	25,83	9,17	4,17	23,97
Chômeur	14,05	27,27	2,5	17,5	25	5,79
Employé (gouvernement)	0,83	0,83	3,33	0	0,83	0
Secteur privé à but lucratif	0,83	0,83	0	0,83	0,83	0
Employé secteur privé à but non lucratif	0	0,83	0	56,67	36,67	6,61
Travailleur indépendant	36,36	29,75	5,83	2,5	30,83	58,68
Autres	7,44	3,31	5,83	9,17	1,67	4,96

- À Betroka 27,27% des hommes interviewés et 25% des femmes sont en chômage, tandis que Tsihombe présente une faible proportion (2,5% chez les hommes et 5,79% chez les femmes).
- Les trois localités montrent des proportions très faibles pour les employés hommes et femmes dans le gouvernement local, le plus élevé étant Tsihombe (3,33% chez les hommes).
- Chez les hommes, les proportions dans le secteur privé à but lucratif et non lucratif sont très bas, avec aucune représentation dans certains cas tandis que chez les femmes, un pourcentage très élevé à Betioky (56,67%) et Betroka (36,67%), suggérant une forte présence dans ce secteur.
- Chez les hommes, une proportion notable de travailleurs indépendants, surtout à Betioky (36,36%) tandis que chez les femmes, une grande proportion à Tsihombe (58,68%), montrant une tendance vers l'entrepreneuriat ou le travail indépendant.

## Répartition par niveau d'éducation

Tableau 3. Répartition par niveau d'éducation

Participant.e.s	Homme (%)			Femmes (%)		
	Betioky	Betroka	Tsihombe	Betioky	Betroka	Tsihombe
Pas d'éducation	57,02	50,41	46,67	50	64,17	52,89
Éducation non formelle	4,96	5,79	3,33	2,5	9,17	6,61
Niveau primaire	21,49	28,93	27,5	29,17	16,67	19,83
Niveau secondaire/professionnel	16,53	14,88	22,5	18,33	10	20,66
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête sur terrain

D'après ce tableau, il existe une disparité dans le niveau d'éducation entre les hommes et les femmes. En effet, les hommes semblent avoir un taux légèrement plus élevé d'éducation de niveau secondaire/professionnel comparé aux femmes. Cependant, les femmes affichent un taux élevé de non-éducation, surtout à Betroka (64,17%). Au niveau primaire, les hommes et les femmes ont des taux similaires, mais les femmes de Betioky se distinguent avec une proportion plus élevée (plus de 50% pour les 2 groupes).

## 5.2. LES ALÉAS CLIMATIQUES DANS LES 3 DISTRICTS

### Les types d'aléas climatiques dans les 3 districts

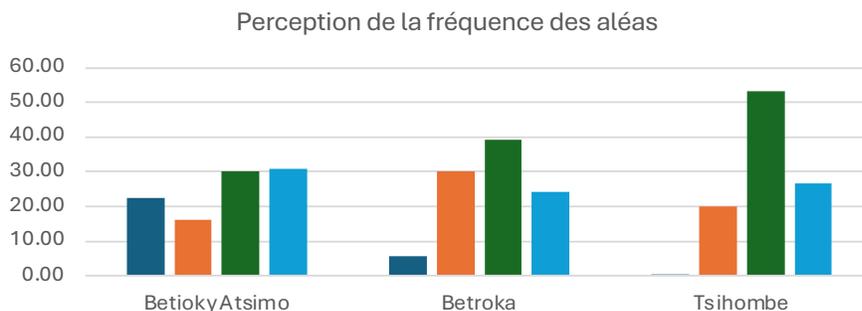
La sécheresse, la vague de chaleur, les fortes pluies dues au cyclone sont les plus cités parmi les aléas dans les 3 districts. Il y a aussi le « tio mena » ou tempête de vents qui frappe les districts de Tsihombe et Betioky mais Betroka est légèrement épargné. Le phénomène « kere »<sup>12</sup> est également cité par certains répondants, mais dans la suite de l'analyse, celui-ci est plutôt perçu

comme étant les conséquences à terme des chocs/risques liés au climat. Par ailleurs, à Betroka, le tremblement de terre est un des phénomènes naturels communiqués par les hommes et adolescents.

Dans les trois districts étudiés, les risques liés aux aléas climatiques présentent des similitudes, bien que leur gravité et fréquence varient. La sécheresse prolongée est le risque le plus fréquent (80%), suivie par les variations de température, les vents violents (55%) et les inondations causées par des cyclones. Pour l'ensemble, l'attaque des ravageurs et de maladies agricoles est également cité lors des enquêtes (60%).

<sup>12</sup> Le « kere » désigne une période de sécheresse prolongée, souvent associée à une crise alimentaire. Cette situation est caractérisée par une insuffisance de pluie, entraînant des pénuries de nourriture et des difficultés pour les populations locales qui dépendent de l'agriculture et de l'élevage

## Fréquence des aléas climatiques dans les districts



Source : Données d'enquête sur terrain ■ Rarement ■ Occasionnellement ■ Fréquemment ■ Très souvent

Figure 1. Répartition sur la fréquence de production des risques climatiques en %

Ce graphique montre que dans le district de Tsihombe par rapport aux autres districts, les aléas climatiques sont plus fréquents d'après plus de 50% des répondants.

## Connaissance/compréhension des aléas par genre

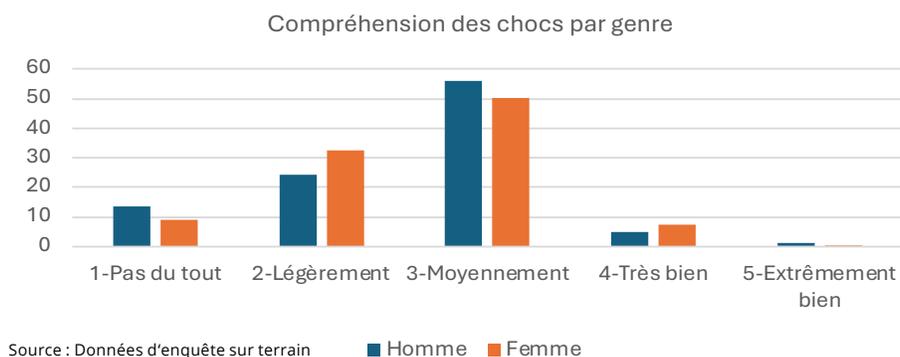


Figure 2. Connaissance / compréhension des aléas climatiques

D'après ce graphique, en termes de connaissance/compréhension des aléas climatiques, les hommes semblent se situer davantage dans la catégorie "Moyennement" (hommes 56,08% et femmes 50,42%), tandis que les femmes ont une meilleure tendance vers "Légèrement" (femmes 32,41% et hommes 24,31%) et "Très bien" (femmes 7,48% et hommes (4,97%). Les femmes indiquent une plus grande proportion dans les niveaux inférieurs de connaissance (1 et 2) par rapport aux hommes, mais elles dépassent les hommes dans le niveau 4.

Cela pourrait indiquer que les hommes se sentent généralement plus informés dans l'ensemble, mais que les femmes, bien qu'elles aient une proportion plus élevée dans les niveaux inférieurs, se sentent également plus confiantes dans leur connaissance à un niveau élevé (4). La différence dans les réponses pourrait être due à divers facteurs, y compris des biais sociaux, des expériences personnelles et notamment des contextes d'accès aux informations dans ces zones étudiées.

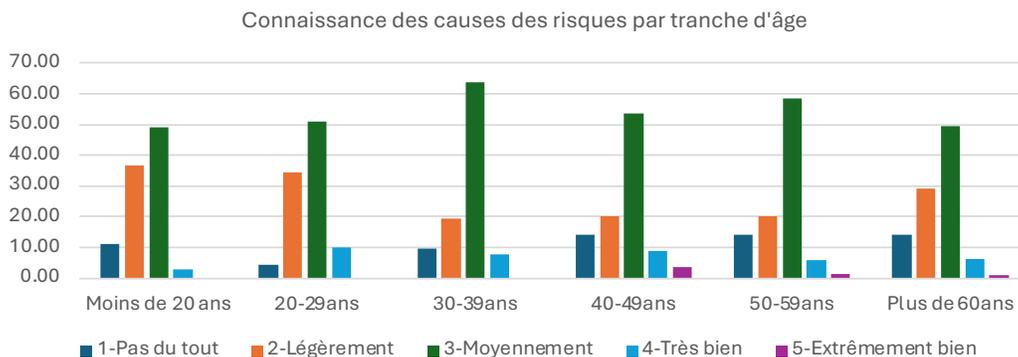
D'après les focus discussion, leurs connaissances de ces différents chocs sont traduites comme suit. D'abord avec la **sécheresse prolongée**, les communautés dans ces districts sont à la rencontre de la pénurie d'eau où l'accès à l'eau potable devient difficile. Cela a des impacts sur presque la plupart des moyens de subsistance dont l'agriculture et l'élevage. Les sécheresses fréquentes réduisent la disponibilité de l'eau pour l'irrigation, entraînant des pertes de récoltes et une diminution de la production alimentaire. Elles affectent considérablement la santé des communautés.

De la même manière, des **changements de température** sont exprimés par les communautés. En fait, les vagues de chaleur ou l'augmentation inattendue des températures sont vécues dans ces zones. Elles engendrent un stress thermique, affecte aussi la croissance des cultures et réduit les rendements agricoles chez les êtres humains, elles provoquent des problèmes de santé, notamment des maladies liées à la déshydratation.

Quant aux **inondations et cyclones** qui sont généralement perçus comme conditions favorables par les communautés du Grand Sud (notamment à Tsihombe) grâce aux pluies, ces phénomènes entraînent aussi des dégâts matériels (surtout si accompagné de grêle), provoquent des destructions d'infrastructures (maisons, pistes) et des pertes économiques importantes. Ils emmènent l'érosion des sols, diminuant leur fertilité et impactant les cultures.

Enfin, les **vents violents**, également connus sous le nom de **"tio mena"** (Tsihombe et Betioky), sont un phénomène qui entraîne des **tempêtes de sable**. Ils causent des dommages ou la destruction de maisons, d'écoles et d'autres infrastructures essentielles. De plus, ces vents ravagent les cultures, détériorent les équipements agricoles et perturbent la saison des plantations. En outre, ils entraînent l'érosion des sols, ce qui diminue leur fertilité et rend la terre de moins en moins productive à long terme.

### Connaissance des causes des risques climatiques par tranche d'âge



Source : Enquête sur terrain

Figure 3. Répartition des répondants par tranche d'âge selon leur connaissance des causes des risques climatiques

D'après ce graphique, la majorité des répondants (+70%) dans chaque tranche d'âge se situe principalement entre "Légèrement" et "Moyennement" informés des risques climatiques. Globalement, **il est ressorti que les jeunes adultes (20-39 ans) aient une meilleure perception de leur connaissance des causes des risques climatiques par rapport aux groupes plus âgés**, à cause de leur accès aux informations à la suite d'actions de sensibilisation ou de formation sur les risques et changements climatiques apportées par des intervenants de développement :

- Le groupe des 30-39 ans montre le pourcentage le plus élevé (63,64%) dans la catégorie "Moyennement", indiquant une meilleure connaissance relative dans ce groupe.
- Les jeunes de moins de 20 ans et les jeunes adultes de 20-29 ans affichent une forte proportion de réponses dans les catégories "Légèrement" (36,64%) et "Moyennement"

(49,14%), mais peu de réponses "Très bien" (3,02%) ou "Extrêmement bien" (0,00%).

- Les groupes d'âge plus avancé (40-49, 50-59, et plus de 60 ans) montrent une tendance similaire, bien que les pourcentages de "Pas du tout" et "Légèrement" augmentent légèrement, ce qui indique une perception moins positive de leur connaissance sur le sujet.

### Évolution de l'apparition des chocs durant les dernières années

Durant les 2 à 5 dernières années, les enquêtes ont montré qu'il n'y a pas eu trop de changement quant à l'apparition de ces chocs climatiques au niveau des 3 districts. Autrement dit, la sécheresse (86,62% des répondants sans distinction), la pénurie d'eau (67,36%), les tempêtes et cyclones (60,86%) et les attaques au niveau de l'agriculture (63,21%) sont survenus tels que montré par le graphique suivant :

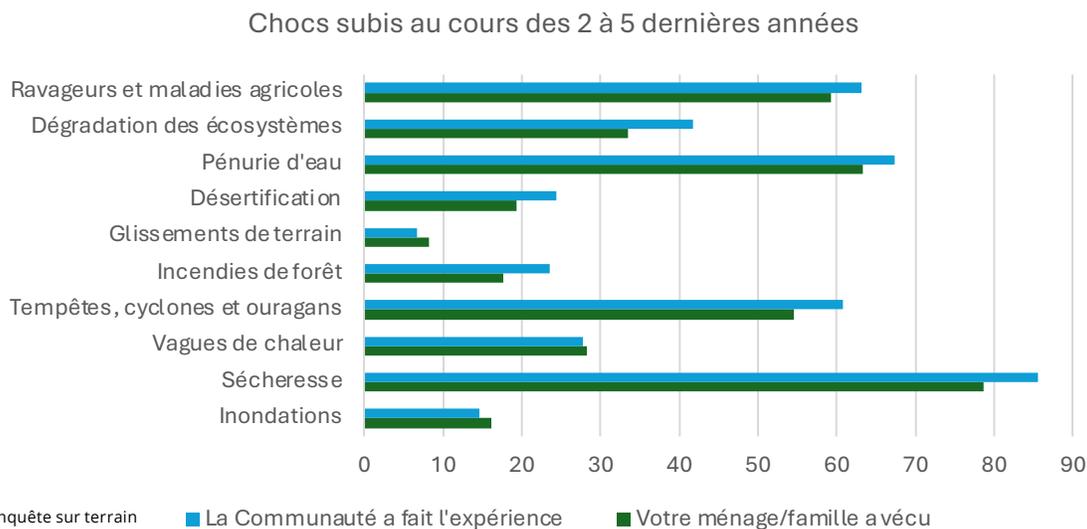
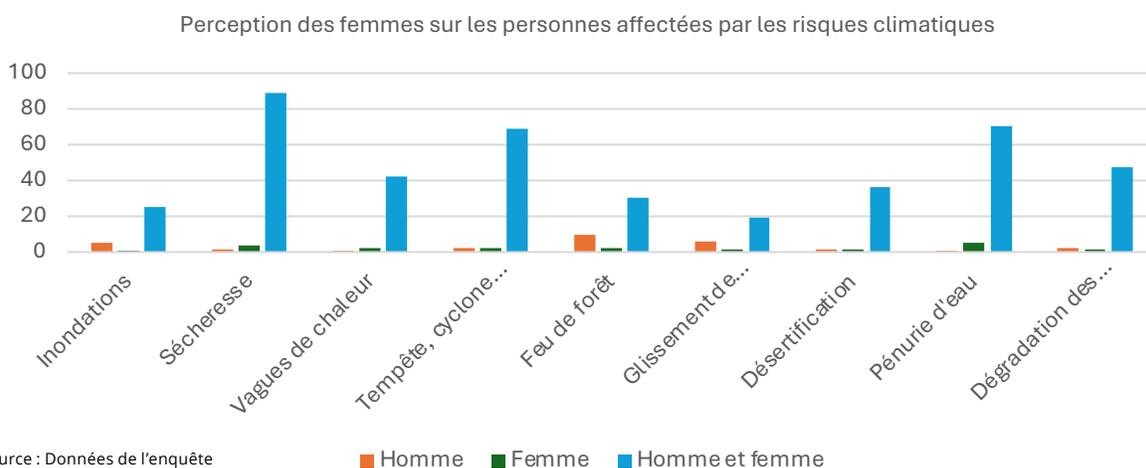
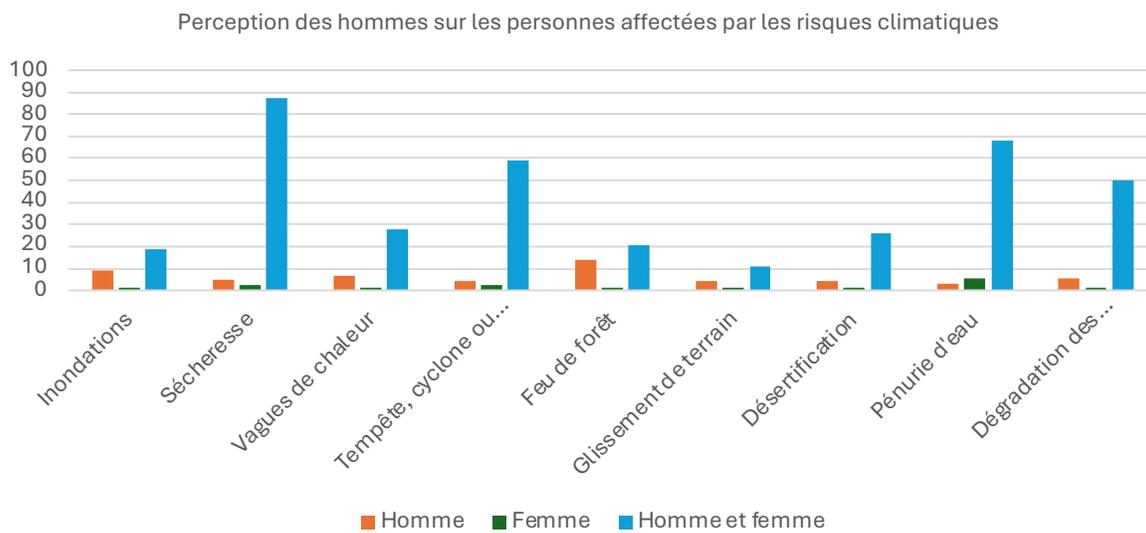


Figure 4. Chocs subis au cours des 2 à 5 dernières années.

### Perception des répondants sur les personnes affectées par les risques climatiques

Les figures 5 suivantes issues de l'enquête révèlent les perceptions différentes des hommes et des femmes sur les personnes affectées par les risques climatiques.



Source : Données de l'enquête

Figure 5. Perceptions de répondants sur les personnes affectées par les risques climatiques

Ces graphiques révèlent des différences notables dans la façon dont les hommes et les femmes perçoivent les risques climatiques. **Les hommes semblent souvent percevoir que les femmes sont les plus touchées que les femmes elles-mêmes ne le reconnaissent. Cela pourrait être le résultat de différences dans l'expérimentation personnelle, les**

**rôles sociaux ou les attentes culturelles, les rôles de genre, l'accès à l'information ou les expériences vécues. En revanche, dans certains cas, comme la sécheresse et les tempêtes, il y a un consensus sur l'importance des impacts globaux, bien que la perception individuelle diffère.**

Ci-suivant quelques explications :

- Les hommes perçoivent un impact plus élevé des inondations sur les femmes (1,1%) et sur l'ensemble des genres (18,51%) par rapport aux femmes qui évaluent l'impact sur elles-mêmes à 0,83% et sur les deux genres à 25,21%. Cela indique que les hommes estiment que les femmes sont moins affectées par les inondations que les femmes elles-mêmes le pensent.
- Les hommes estiment que l'impact de la pénurie d'eau sur les femmes (5,8%) est significativement plus élevé que ce que perçoivent les femmes elles-mêmes (4,99%), mais l'impact global est perçu comme important par les deux genres (68,23% pour les hommes et 70,36% pour les femmes).
- Face à la sécheresse, globalement, les deux genres s'accordent sur l'importance de la sécheresse (87,57% pour les hommes et 88,64% pour les femmes), mais les femmes semblent plus conscientes de leur propre vulnérabilité car les hommes estiment que l'impact de la sécheresse sur les femmes (2,49%) est inférieur à la perception des femmes (3,6%).

## 5.3. VULNÉRABILITÉS ET IMPACTS DIFFÉRENCIÉS LIÉS AU GENRE DES ALÉAS CLIMATIQUES

### 5.3.1. Rôles et responsabilités

Dans ces régions, les normes sociales<sup>13</sup> assignent aux femmes un rôle essentiel dans la production alimentaire et la gestion des ressources domestiques, mais elles se heurtent souvent à

des contraintes qui les limitent à des fonctions de soutien. En d'autres termes, la répartition des rôles au sein des communautés restreint les femmes à la sphère domestique, tout en leur permettant de contribuer significativement aux activités productives. Les responsabilités des femmes varient selon les districts, incluant la recherche de nourriture et d'eau, ainsi que l'assistance dans les tâches ménagères. Elles sont principalement chargées des tâches de soutien et responsables de l'application des décisions prises par les hommes, ce qui met en lumière une dynamique de dépendance et de contrôle. Malgré leurs efforts acharnés pour subvenir aux besoins de leur famille, les contributions des femmes aux activités génératrices de revenus sont souvent méconnues ou sous-estimées par les hommes.

En revanche, les hommes, perçus comme les principaux pourvoyeurs de revenus, s'engagent principalement dans des activités rémunératrices, telles que l'entretien des cultures (manioc, patates douces), et se consacrent essentiellement à l'agriculture. Cependant, en raison des chocs, comme l'ont révélé les discussions de groupe, ils réduisent le temps consacré à ces activités, car ils disposent également d'un accès limité aux ressources productives et doivent s'adapter à leurs nouvelles conditions.

Concernant les adolescent.e.s ayant participé aux divers groupes de discussion, avant les chocs, ils et elles aidaient principalement leurs parents en cherchant de l'eau et du bois de chauffage, tout en assistant aux cours. Pendant les chocs, ils et elles n'avaient pas de tâches spécifiques et ressentaient la faim, ce qui entravait leur capacité à contribuer efficacement. Après ces événements, ils et elles retournent à l'école tout en continuant à aider leurs parents. Un garçon a même mentionné "qu'il aide sa mère à s'occuper de la maison, soulignant qu'elle n'est pas scolarisée et ne peut pas subvenir à ses besoins. Il a également changé d'activité, passant

<sup>13</sup> UNICEF, étude genre et supplémentation en vitamine A dans 5 régions dont Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, 2024

de la culture à la vente de café”.

De manière plus spécifique, **pour se préparer aux chocs**, le mode de répartition de tâches entre les hommes et les femmes, les filles et les garçons se présente comme suit :

D’abord, les tâches des **hommes et adolescents** sont axés sur la protection physique et sur des mesures structurelles et préventives. Ils s’occupent en effet des actions telles que :

- Édification de maisons et enclos, ainsi que le renforcement des diguettes pour protéger les habitations et le bétail.
- Anticipation des dommages en effectuant des réparations sur les toits pour les protéger des intempéries.
- Mise en place de systèmes pour évacuer les eaux afin d’éviter les inondations.
- Consultation de magiciens / tradipraticiens pour obtenir des remèdes naturels, illustrant une confiance dans les pratiques traditionnelles.
- Location de terres pour la culture, soulignant une volonté d’assurer la sécurité alimentaire.

De leur côté, les **femmes et adolescentes** adoptent une approche axée sur la santé et l’économie, sur la sécurité alimentaire et l’épargne. Elles ont partagé à ce propos :

- Conservation de médicaments et d’aliments, montrant une préoccupation pour la santé et le bien-être familial.
- Constitution d’épargne à travers des associations d’épargne et de crédit (VSLA ou VOAMAMI), ce qui reflète une volonté d’autonomisation économique et de préparation à des situations d’urgence.

Par ailleurs, des **actions communes** sont mises en avant pour faire preuve de l’importance de

la solidarité et de la collaboration entre eux telles que:

- Renforcement de la communication entre voisins pour mieux faire face aux crises.
- Participation à des initiatives environnementales, soulignant une conscience écologique.
- Mise en place de réseaux de soutien familial pour aider les plus vulnérables. Si possible, création d’organisations pour coordonner les efforts en cas d’urgence, favorisant une approche collective face aux défis.

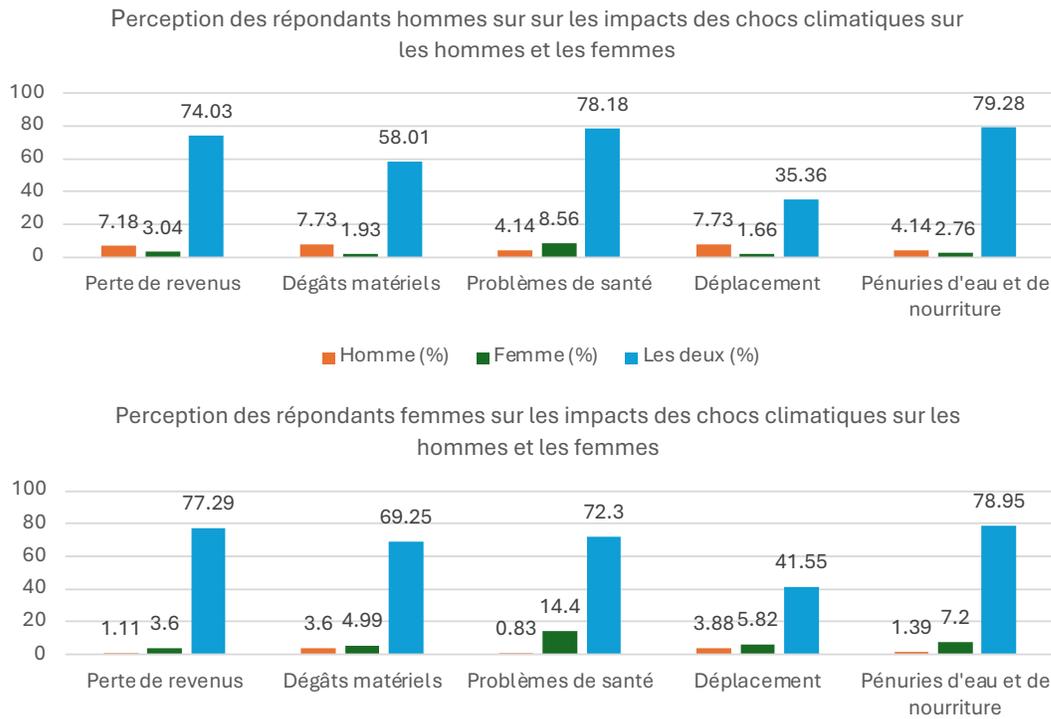
Malgré cela, les femmes font face à plusieurs **restrictions** qui limitent leur capacité à s’adapter aux changements climatiques. Ces restrictions incluent des obstacles socio-culturels<sup>14</sup>, tels que la limitation d’accès aux fonciers et à d’autres ressources économiques. De plus, le manque d’accès à l’éducation et à la formation les empêche d’acquérir les compétences nécessaires pour faire face aux défis climatiques. Leur charge de travail domestique et la gestion des ressources familiales leur laissent peu de temps pour s’engager dans des initiatives d’adaptation. Les normes culturelles et les attentes sociétales restreignent également leur liberté d’action, tandis que leur sous-représentation dans les processus décisionnels limite leur voix sur les questions climatiques.

Les hommes font face à une pression sociale pour être les principaux pourvoyeurs de revenus, ce qui les pousse souvent à privilégier des gains à court terme au détriment de solutions durables. Bien qu’ils aient généralement un meilleur accès aux ressources, cela peut les rendre vulnérables si ces ressources ne sont pas gérées de manière durable. De plus, un manque de sensibilisation concernant les impacts des aléas climatiques et les stratégies d’adaptation peut freiner leur capacité à innover et à prendre des risques calculés. Enfin, même avec des ressources à disposition, l’accès à l’information

<sup>14</sup> Idem

pertinente peut être limité par des réseaux sociaux restreints ou des préjugés. Les figures 6 suivantes révèlent les différentes perceptions sur les **impacts** des chocs climatiques sur les hommes et sur

les femmes. Ces impacts sont essentiellement perçus comme étant liés aux rôles sociaux et responsabilités attribués par la société aux hommes et aux femmes.



Source : Données de l'enquête sur le terrain

Figure 6. Perception sur les impacts différenciés des chocs climatiques

Ces graphiques montrent que selon les hommes interrogés, certains impacts, comme la perte de revenus et les pénuries d'eau et de nourriture, sont largement perçus par les deux catégories hommes femmes dans son ensemble, tandis que les problèmes de santé semblent toucher plus de femmes individuellement. Selon les femmes, les données indiquent que les femmes ressentent des impacts plus forts dans plusieurs catégories, notamment en ce qui concerne les problèmes de santé et les pénuries d'eau et de nourriture.

En guise d'illustrations, (i) les hommes estiment que la perte de revenus est plus significative (7,18%) que les femmes (3,6%) ; (ii) les hommes (7,73%) voient également des dégâts matériels comme

plus impactant que les femmes (4,99%) ; (iii) les hommes (7,73%) perçoivent le déplacement comme un impact plus important que les femmes (5,82%). En revanche, les femmes ressentent un impact plus fort (14,4%) sur les problèmes de santé que les hommes (4,14%).

Quoiqu'il en soit, les femmes peuvent subir des pertes plus importantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, en raison de leur responsabilité dans la production alimentaire. En cas de sécheresse ou d'inondation, leur capacité à nourrir leur famille est directement menacée. De plus, la santé mentale des femmes peut être affectée par le stress accru lié à la gestion des crises familiales. En même temps, le devoir pour

compenser les pertes de revenus de leur partenaire ou des membres de la famille, augmenterait leur charge de travail.

Pour les hommes, ils peuvent ressentir une pression accrue pour générer des revenus face à des chocs climatiques afin d'assurer leur rôle de pourvoyeur qui serait remis en question. Cela peut avoir un impact psychologique important (pouvant entraîner des problèmes de santé mentale) et entraîner des comportements à risque, comme l'endettement pour investir dans des activités agricoles non durables, aggravant ainsi leur vulnérabilité à long terme. Face à des conditions climatiques extrêmes, certains hommes dans ces localités peuvent être poussés à migrer pour chercher du travail, laissant derrière eux leurs familles, exacerbant ainsi les inégalités.

En réponse aux fluctuations climatiques, **de nombreuses fonctions ont dû se transformer pour s'ajuster à cette nouvelle réalité. Alors que certains changements de rôles s'avèrent favorables pour l'équilibre de genre, d'autres cependant ne font qu'aggraver les inégalités existantes.**

Ci-dessous quelques illustrations reprises à travers les différents focus groups :

- Pour avoir accès à l'eau potable pendant et après le passage des aléas, l'éloignement des sources d'eau, situées à 9 km et nécessitant 5 heures de trajet, impose une lourde charge, surtout pour les femmes et les adolescentes (en période normale, la grande majorité du travail de collecte de l'eau pour les ménages est assignée aux femmes et aux filles, dont près de la moitié passent plus de 30 mn par jour à cette activité). Elles devaient donc consacrer un temps considérable à cette tâche, ce qui les empêche de s'investir dans d'autres activités essentielles. En revanche, les familles disposant
- de moyens, comme des zébus, envoient des hommes adultes et des garçons chercher de grandes quantités d'eau. **Changement favorable, quand les hommes se substituent aux rôles des femmes/filles dans la recherche d'eau par exemple car les sources deviennent très loin.**
- Les personnes ou les ménages ayant des ressources financières peuvent se permettre de payer des travailleurs tant des hommes que des femmes pour des tâches telles que la collecte d'eau ou de bois, **ce qui accentue les inégalités entre les riches et les pauvres.** Selon les adolescentes dans les focus à Tsihombe, à cause de ce travail parfois, elles souffrent de toux, mal de dos et de fatigue. Les adolescents en âge de travailler de Lazarivo Betioky partent ailleurs à la recherche de travail, ce qui les oblige à marcher pendant trois jours. **Ce contexte soulève des inquiétudes concernant la protection des droits des travailleurs, notamment en ce qui concerne le travail des enfants et les conditions de travail précaires. Il est donc crucial que ces conditions soient sûres et respectueuses des droits humains.**
- Les hommes cherchent souvent des emplois temporaires chez les familles plus aisées pour subvenir aux besoins de leur propre famille, bien que ces emplois soient généralement précaires. Dans cette dynamique, les femmes et les jeunes continuent d'assurer la collecte des fruits de cactus comme observé à Tsihombe.
- Les hommes, souvent en raison de traditions ou d'une prétendue fatigue, ne prennent pas en charge les enfants, tandis que les femmes s'occupent de la collecte du bois de chauffe et de l'entretien des cultures : **changement de rôle défavorable perpétuant les inégalités.** Dans les communautés Bara (Betroka), Antesaka (Betroka), Antandroy (Tsihombe) et Vezo (Betioky), les normes culturelles et les rôles traditionnels font que les hommes évitent

fréquemment les responsabilités parentales, laissant les femmes assumer ces tâches<sup>15</sup>. Cette répartition des responsabilités renforce les stéréotypes de genre et impose un fardeau excessif aux femmes, qui doivent équilibrer les tâches domestiques avec les exigences de subsistance. En plus de s'occuper des enfants, les femmes participent également à la gestion des travaux agricoles aux côtés des hommes, souvent sans soutien dans les ménages monoparentaux, ce qui **alourdit leur charge de travail**.

- Les femmes s'occupent de la cueillette des fruits de cactus « raketa mena ». En période de crise alimentaire, elles redoublent d'efforts pour trouver des moyens de nourrir leur famille en récoltant des ressources naturelles, **ce qui les expose à des risques de blessure ou de morsure**. Si aucune autre solution n'est disponible, les hommes participent également à cette activité de cueillette et d'entretien des cultures (« miava » en malgache). A Mahasoa Est Betroka, les hommes vont abattre/vendre les vaches ou les chèvres au marché s'ils rencontrent cette difficulté de crise.
- Les jeunes filles et garçons scolarisés ont été contraints de quitter l'école en raison des difficultés d'accès ou du manque de nourriture. Dans ce contexte, alors que certaines adolescentes assistent leurs mères dans les tâches ménagères ou dans la recherche de revenus, d'autres adolescents passent en revanche leur temps à jouer au football, n'ayant pas d'alternatives ou activités à explorer (focus adulte Behazomanga Tsihombe). **Ce qui augmente le niveau de stress intrafamilial**.

### 5.3.2. Accès aux ressources et aux informations

Les groupes de discussion ont souligné un déficit de ressources et de systèmes de soutien pour accompagner les hommes ni les femmes en période de catastrophes météorologiques. Les partenaires externes ne fournissent généralement pas d'assistance, et il n'existe pas de ressources collectives disponibles. Bien qu'un projet offre un certain niveau de soutien, il n'y a pas eu d'aide financière ou sociale tangible. « Dans notre localité, il n'existe pas de mécanisme de soutien, et chacun semble se débrouiller seul face à la situation ». Cela soulève donc le problème de visibilité des aides ou encore leur efficacité.

#### Typologie des sources d'informations des communautés

Les données de l'enquête ont montré que, les hommes ont tendance à recevoir d'information plus souvent que les femmes dans certaines catégories (comme la radio 66,3% chez les hommes contre 47% chez les femmes et les réunions communautaires, respectivement 14% et 5%). En revanche, les femmes semblent avoir des taux plus élevés de non-réception d'information par d'autres médias (comme Internet et les journaux). Aussi bien pour les hommes et les femmes, les sources d'informations traditionnelles sont préférées, les journaux et la télévision sont largement non utilisés. Pour les jeunes, les amis et la famille, ainsi que le bouche-à-oreille sont parmi leur préférence. L'appel téléphonique au 321 a été par ailleurs cité pour se renseigner sur les conditions climatiques.

<sup>15</sup> UNICEF, Etude sur les obstacles genre liés au programme de supplémentation en vitamine A au niveau de cinq (05) régions dont Analanjirifo, Androy, Anosy, Atsimo Andrefana et Atsimo Atsinanana, 2024

## Appréciation des connaissances des aléas climatiques

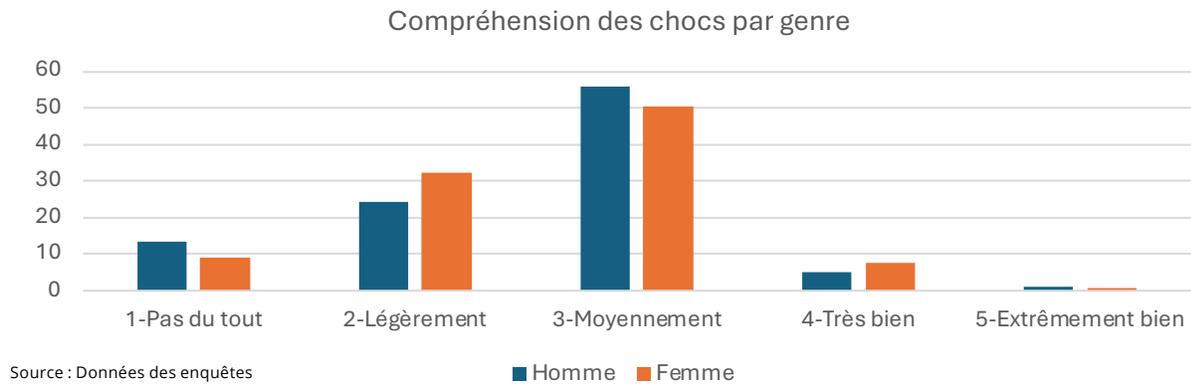


Figure 7. Compréhension des chocs par genre

Les hommes semblent se situer davantage dans la catégorie "Moyennement" (hommes 56,08% et femmes 50,42%), tandis que les femmes ont une meilleure tendance vers "Légèrement" (femmes 32,41% et hommes 24,31%) et "Très bien" (femmes 7,48% et hommes (4,97%), Les femmes indiquent une plus grande proportion dans les niveaux inférieurs de connaissance (1 et 2) par rapport aux hommes, mais elles dépassent les hommes dans le niveau 4.

Cela pourrait indiquer que les hommes se sentent généralement plus informés dans l'ensemble, mais que les femmes, bien qu'elles aient une proportion plus élevée dans les niveaux inférieurs, se sentent également plus confiantes dans leur connaissance à un niveau élevé (4). La différence dans les réponses pourrait être due à divers facteurs, y compris des biais sociaux, des expériences personnelles et notamment des contextes d'accès aux informations dans ces zones étudiées.

Dans les districts étudiés, les hommes ont plus ou moins un meilleur accès aux ressources informatives que les femmes<sup>16</sup>, ce qui leur permet de prendre des décisions stratégiques face aux aléas climatiques alors que, les femmes, responsables de l'approvisionnement alimentaire et de la gestion des ménages, rencontrent des limitations en matière d'accès à celles-ci. Elles n'ont souvent pas accès aux mêmes niveaux d'éducation, d'information ou de ressources financières que les hommes.

### L'accès aux ressources par rapport aux impacts globaux des chocs climatiques

De manière générale, ci-dessous la situation des impacts différenciés des risques du climat qui touchent énormément l'accès aux ressources.

<sup>16</sup> Données de l'enquête

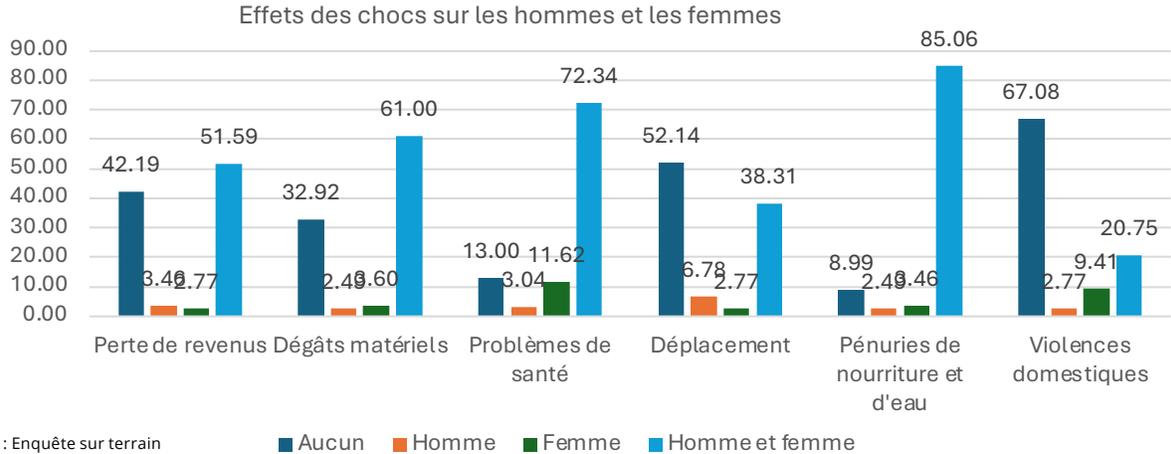


Figure 8. Impacts genrés du choc climatique

D'après les enquêtes, l'accès à la nourriture et à l'eau préoccupe aussi bien les hommes et les femmes (85,06%). Cette situation indique une vulnérabilité partagée mais les femmes, en raison de leur rôle traditionnel dans la gestion de ces ressources, peuvent ressentir le problème d'accès à ces ressources de manière plus aiguë (3,46%) par rapport aux hommes (2,49%). La perte de revenus est aussi un problème crucial que les femmes partagent avec les hommes, soulignant la précarité économique à laquelle elles peuvent être confrontées. Cela est lié à des emplois informels ou à des conditions de travail défavorables des femmes, qui sont souvent les plus touchés en période de crise. Les résultats des groupes de discussion ont également confirmé ces informations :

- Les femmes sont particulièrement vulnérables aux pénuries alimentaires, ce qui peut entraîner des conséquences graves sur leur santé et celle de leur famille.

La rareté des ressources naturelles disponibles pour les communautés due aux pressions humaines affecte énormément les activités de collecte de produits forestiers non ligneux, souvent confiés aux femmes.

### Appréciation sur l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux ressources et au soutien en cas de catastrophe

Les participants aux enquêtes ont évalué l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux ressources et au soutien en cas de catastrophe climatique. Les résultats montrent que moins de la moitié des répondants (40%, avec 35% d'accord et 5% d'accord totalement) estiment qu'il existe cette égalité d'accès, tandis que plus de la moitié (60%, dont 13% ne sont pas d'accord et 47% pas du tout d'accord) pensent le contraire. Les participants des focus groups ont confirmé que ceux qui sont d'accord ont basé leur opinion sur des consultations avec les autorités locales et la communauté. En revanche, ceux qui ne sont pas d'accord ont cité des obstacles tels que l'éloignement, des barrières imposées par les maris (jalousie par exemple), et la disponibilité des femmes elles-mêmes.

Dans les zones cibles, à cause des aléas, les participants aux focus discussion ont partagé que les femmes allaitantes et les enfants (surtout en bas âge) souffrent particulièrement de l'insécurité alimentaire<sup>17</sup>. Il existe selon les jeunes participants aux focus (Tsihombe) une inégalité dans l'accès aux ressources alimentaires entre les sexes car

« même si les hommes et les garçons sont affectés par des situations de pénurie ou de crise, grâce à leur statut de chef de famille, ils peuvent recevoir des priorités qui leur permettent d'obtenir de la nourriture avant les femmes et les filles ». Cela suggère que des biais de genre existent dans la distribution des ressources, où les besoins des femmes et des filles sont parfois négligés au profit de ceux des hommes et des garçons, même dans des contextes où tout le monde souffre.

D'après les adolescentes dans le district de Tsihombe, la sécheresse commence le mois de septembre et la famille ne trouve plus de riz et se contente de manger du manioc (dur pour les gens très vulnérables). Alors que les variations climatiques imprévisibles réduisent les récoltes et entraînent des pénuries alimentaires en période de crise, les femmes, se voient parfois contraintes de sacrifier leur propre alimentation pour nourrir les hommes et les enfants de leur foyer. De plus, selon certaines femmes/adolescentes, de nombreuses femmes souffrent du fait que leurs maris ne peuvent plus satisfaire leurs besoins à cause de la sécheresse, surtout lorsque le foyer est composé de nombreux enfants (focus groupe femme Manombo Est Betroka).

**Par ailleurs, en raison de leur préoccupation pour accéder aux ressources économiques, la majorité des hommes et des jeunes hommes s'absentent, ce qui fragilise le tissu social et laisse les femmes dans des situations précaires. Cette tendance souligne un déséquilibre dans la répartition des responsabilités familiales, où les femmes doivent souvent devenir les chefs de ménage, gérant seules les crises. Ci-dessous quelques citations reprises des focus discussion qui reflètent cet accès aux nouveaux emplois :**

- « La majorité des hommes ne participent pas aux réunions communautaires liées aux aléas, s'absentant pour des raisons variées telles que (...), travailler ou chercher des revenus dans d'autres régions ».
- « De nombreux jeunes hommes (Tsihombe), âgés de 15 à 27 ans, partent à Tuléar pour travailler comme tireurs de pousse-pousse pendant trois à quatre mois en réponse à la crise. Certains reviennent avec des économies modestes, tandis que d'autres, ayant trouvé un refuge plus stable, demandent à leurs familles de les rejoindre. Toutefois, certains abandonnent complètement leurs familles, laissant derrière eux de jeunes mères et des enfants, tandis que les personnes âgées attendent leur soutien ».
- Dans les zones riches en ressources minières, comme à Lazarivo de Betioky, les jeunes et les hommes adultes partent à la recherche d'or, laissant les femmes et les autres membres de la famille à domicile. Selon les femmes, « les hommes fuient les problèmes alimentaires de la famille, abandonnant leurs responsabilités et forçant les femmes à devenir chefs de ménage, gérant seules des situations de crise ». En plus de ceux qui migrent vers Tuléar, certains se dirigent vers Tamatave et Majunga, espérant y trouver de quoi survivre.

17 Cf. Paragraphe sur les problèmes dans l'accès au soutien

## Stratégies d'adaptation aux chocs

Au vu de ces obstacles et pour atténuer les impacts des chocs, les adaptations suivantes telles que montrées par le graphique ci-dessous, ont été expérimentées par les communautés :

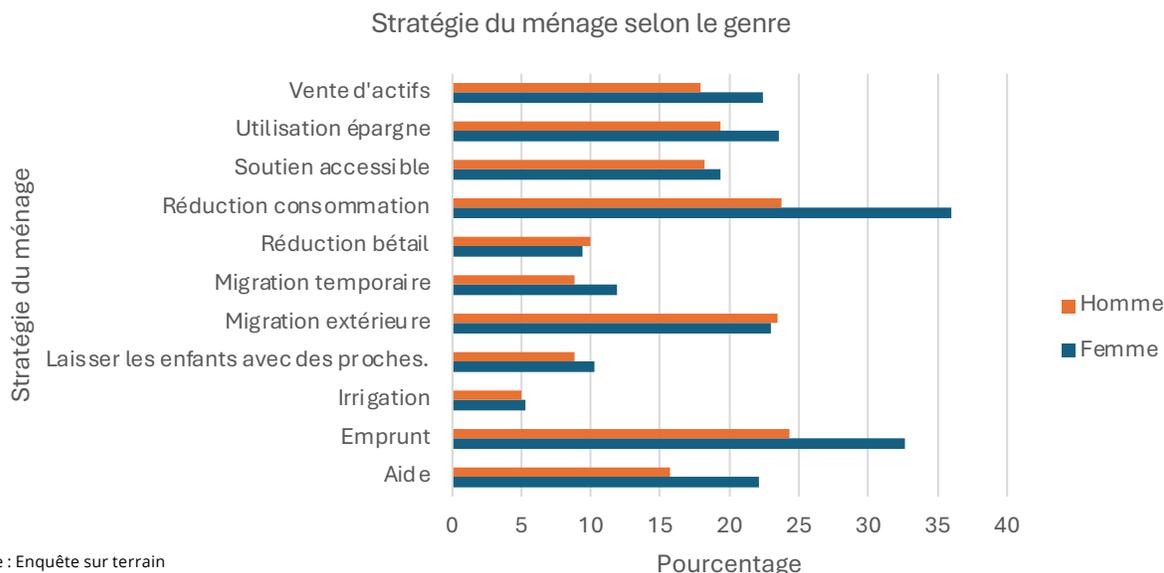


Figure 9. Tendances selon le genre sur les stratégies d'adaptation

Globalement, **les données d'enquête indiquent que les femmes (36,01%) semblent adopter des stratégies de gestion proactive des ressources plus fréquemment que les hommes (23,76%), en particulier en ce qui concerne la réduction de consommation et l'utilisation de l'épargne (23,55% contre 19,34%)**. Les stratégies d'emprunt, de demande d'aide extérieure, ainsi que la migration temporaire ou la vente d'actifs, peuvent être adoptées à un niveau modéré, en fonction des situations et des perceptions propres à chaque ménage et à chaque groupe de genre.

Cela pourrait être révélateur de différences dans les rôles économiques et sociaux, où les femmes prennent des initiatives plus actives pour gérer les ressources du ménage face à des défis financiers.

Toujours selon ces données, les stratégies comme l'irrigation, la réduction de bétail et le laisser

des enfants avec des proches montrent des pourcentages relativement bas pour les deux genres, suggérant qu'elles sont moins utilisées ou peut-être moins accessibles.

D'après les focus discussion (Manombo Est Betroka), sans trop compter sur les appuis venant de l'extérieur (PAM, FID, Croix Rouge), des initiatives émergent du fait de la mise en place et en œuvre des stratégies d'adaptation, comme la diversification des cultures et l'amélioration des pratiques agricoles. Selon les cas, des soutiens externes surviennent à travers les ONG et les programmes gouvernementaux afin d'aider les communautés à s'adapter aux changements climatiques et à prévenir leurs effets.

### Appréciation de l'efficacité des actions d'adaptation

Malgré la prise de ces mesures adaptatives, d'après les enquêtes menées dans l'ensemble des districts, 51,87 % des participants estiment que **celles-ci manquent d'efficacité**. Ce sentiment est particulièrement prononcé chez les femmes, avec un taux de 56,51 %, contre 47,24 % chez les hommes. À Betioky, la perception de l'efficacité des stratégies d'adaptation utilisées par les communautés est largement négative. Parmi les répondants, 53,53 % expriment des réserves, dont 63,64 % sont des hommes. Les stratégies couramment pratiquées incluent la réduction de la consommation, l'utilisation de l'épargne familiale et le système d'emprunt. Les hommes de ce district se montrent généralement plus critiques et moins enclins à reconnaître l'efficacité des stratégies en place. En revanche, les femmes, bien qu'elles partagent certaines préoccupations, affichent une confiance relative dans ces stratégies.

Par ailleurs, dans le district de Betroka, une proportion significativement plus élevée d'hommes (23,97 %) considère les stratégies d'adaptation comme très efficaces, comparativement aux femmes (8,33 %). En général, les stratégies d'adaptation, à l'exception de la réduction des rations alimentaires, sont appliquées par les communautés tant masculines que féminines. À Betroka, les hommes semblent avoir plus confiance dans les mesures mises en place pour faire face aux risques climatiques. Cette perception peut être liée à des différences d'accès à l'information, de formation, ou encore d'implication dans les processus de prise de décision.

### **Problèmes d'accès aux ressources et aux aides**

De plus, en dehors de l'inefficacité des mesures d'adaptation, l'accès des communautés, tant masculines que féminines, aux ressources et aux aides est principalement entravé par des critères restrictifs qui défavorisent les femmes et les personnes âgées, en particulier celles qui

ne possèdent pas de documents d'identité ou de documents non conformes. Ce problème est en plus aggravé par des discriminations de genre, des violences et des conflits familiaux, ainsi que par des enjeux structurels tels que le manque de communication et la corruption.

### **5.3.3. Participation et prise de décisions**

Dans les focus discussion, les formes de participation à la prise de décision varient selon les contextes mais de manière générale, elles sont dominées par les hommes. Il est évoqué dans certains cas que les jeunes peuvent participer sans prendre de décisions, tandis que les adultes, principalement les hommes, sont ceux qui commandent et prennent les décisions. Cette dynamique révèle un déséquilibre dans la prise de décision concernant le changement climatique et la planification des catastrophes, où les hommes dominent souvent le processus.

Bien que des discussions collectives aient lieu, une certaine élite, souvent issue de familles riches, se distingue et semble moins impliquée, agissant avec assurance sans nécessairement interagir avec les autres.

Concernant la participation des femmes, il est fréquent que, lors des réunions, les hommes prennent la parole en premier, laissant peu de place aux femmes, qui doivent attendre leur tour pour s'exprimer. Les personnes handicapées sont souvent exclues des discussions, n'ayant accès qu'à un narrateur.

Actuellement, il n'existe pas de mécanismes de participation équitable. Les hommes se réunissent pour discuter des sujets importants, tandis que les femmes s'impliquent également, mais souvent en fonction des circonstances.

Dans les foyers, les chefs de famille, qu'ils soient hommes ou femmes, se préparent ensemble pour faire face aux catastrophes, bien que les décisions finales soient souvent prises par les hommes. Il est courant de constater que les femmes n'ont pas la possibilité de décider sans l'approbation des hommes. La perception dominante est que l'homme est le véritable chef de la famille et de la société, où il détient le dernier mot. Les hommes peuvent consulter les femmes, mais souvent, ces dernières sont considérées comme n'ayant pas les raisons nécessaires pour contester les décisions prises par les hommes.

Il est également noté que les femmes célibataires dépendent souvent de leurs pères ou frères pour participer à des activités communautaires.

**Bien qu'il n'existe pas de structures formelles dans le quartier, en cas de catastrophe, il y a un élan d'entraide où chacun contribue, indépendamment des rôles de genre.**

### 5.3.4. Violence basée sur le genre et risques de protection

D'après les enquêtes, les violences domestiques, même si 67,08% ne subit pas de telles violences, ce qui est un aspect positif, il est tout de même préoccupant de constater que 9,41% des femmes et seulement 2,77% des hommes en subissent. Par ailleurs, une prévalence de 20,75% indique que les violences peuvent également être intergénérationnelles ou liées à des conflits au sein des ménages. Les résultats des groupes de discussion ont également confirmé les enquêtes menées auprès des ménages.

Les conflits sociaux et intercommunautaires émergent à cause de la rareté des ressources telles que l'eau et les nourritures. Les violences familiales, exacerbées par la perte de bétail, entraînent des situations de détresse financière et émotionnelle pour les propriétaires. Cette pression

les pousse souvent à liquider leurs biens restants, intensifiant les tensions familiales et pouvant conduire à des comportements violents.

Les femmes, confrontées à ces chocs, ressentent une anxiété liée à la haine, à la jalousie et à la discrimination, particulièrement lorsqu'il s'agit de nourrir leurs enfants, qui ont également besoin de soutien affectif et éducatif pour bien grandir. Selon des hommes interrogés à Betioky/Bezaha, "cette situation peut mener à des ruptures familiales, voire au divorce. Les femmes divorcées se voient alors contraintes de travailler comme aides domestiques pour subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille."

La montée des actes de banditisme, notamment chez les adolescents, devient préoccupante. L'insécurité alimentaire et économique contribue à une hausse de la criminalité, les jeunes cherchant désespérément des moyens de survie. Les vols de bétail se multiplient en période de crise. Selon des témoignages d'adolescents, « nous avons été contraintes de forcer nos maris à aller chercher de la nourriture, parfois jusqu'à ce qu'ils finissent par voler pour en obtenir ». **Ce contexte peut soulever le questionnement sur la normalisation de la violence et le souci sur la criminalité ou l'exposé aux risques juridiques et sociaux ou encore sur des sentiments de culpabilité, d'anxiété et de stress chez les adolescents.**

En ce qui concerne les adolescentes, des témoignages recueillis dans un groupe de discussion à Manombo révèlent que certaines s'adonnent à des activités sexuelles rémunérées, comme la prostitution, ou sont contraintes par leurs parents à mendier pour assurer leur survie et celle de leur famille. **Cette situation soulève une inquiétude sur la présence des risques d'abus et d'exploitation sexuelle, la stigmatisation importante de la part de la communauté, ou encore les problèmes de santé physique et mentale chez les adolescentes.**

### 5.3.5. Nutrition et santé

D'après les enquêtes, les problèmes sanitaires dus au climat affectent tout le monde (72,34%) surtout pour les femmes, qui affichent un pourcentage significativement plus élevé (11,62 %) par rapport aux hommes (3,04 %). Cela peut être attribué à plusieurs facteurs, notamment des inégalités d'accès aux soins de santé, le stress psychosocial accru et les responsabilités familiales qui pèsent souvent sur les femmes. Les résultats des groupes de discussion ont également confirmé les enquêtes menées auprès des ménages. En voici quelques illustrations :

- Les risques sanitaires sont exacerbés par la limitation de l'accès à l'eau potable, entraînant la propagation de maladies d'origine hydrique. De plus, la malnutrition aggrave ces problèmes de santé.
- D'une part, la sécheresse combinée à d'autres catastrophes naturelles compromet la sécurité alimentaire, entraînant la malnutrition, en particulier chez les enfants. Les mères et les adolescentes sont souvent contraintes de chercher des aliments dans la nature, tels que des fruits de cactus et du miel sauvage. **Ce qui soulève le souci de les exposer à des dangers physiques et à des situations d'insécurité.**
- D'autre part, les difficultés économiques poussent la population à migrer vers d'autres régions à la recherche de meilleures conditions de vie. Les adolescents partent en premier, laissant les autres membres de la famille face à des situations précaires. **Ce qui les expose davantage aux risques de précarité en termes de protection et de soutien émotionnel.** Dans des cas extrêmes, des vents violents obligent toute la famille à quitter leur domicile, entraînant des déplacements temporaires ou permanents.

Toujours d'après les focus discussions, les groupes les plus touchés en termes de santé comprennent les populations comme les enfants, les mères allaitantes et les personnes âgées. Les hommes sont aussi touchés mais de façon moins grave.

D'abord, pour les **enfants**, ils sont particulièrement sensibles aux effets de la déshydratation, qui est exacerbée par le manque d'eau potable. Les températures élevées, notamment durant les vagues de chaleur, augmentent leur besoin en hydratation. Dans les 3 districts d'étude, le manque d'accès à une eau sûre est un problème critique. Une déshydratation sévère peut entraîner des troubles graves, tels qu'un affaiblissement du système immunitaire, augmentant ainsi le risque de maladies infectieuses. En période scolaire, cela entraîne des conséquences particulièrement alarmantes. Les enfants déshydratés peuvent souffrir de fatigue, de difficultés de concentration et d'irritabilité, ce qui nuit à leurs performances académiques (focus group Tsihombe). De plus, l'accès limité à de l'eau potable à l'école aggrave ce problème.

Quant aux **femmes** dont les **mères allaitantes**, elles ont à faire face à des défis particuliers en période de déshydratation. Un accès insuffisant à l'eau potable peut affecter non seulement leur santé, mais aussi la qualité et la quantité du lait maternel. Elles ont affirmé dans la plupart des focus groupes que « en période d'allaitement, elles sont susceptibles de souffrir de stress et d'anxiété liés à la sécurité alimentaire et à l'accès aux soins de santé », ce qui peut affecter leur propre bien-être mental et physique.

Concernant **les personnes âgées** (focus discussion Tsihombe), ces dernières sont particulièrement vulnérables aux effets des conditions climatiques extrêmes, y compris la déshydratation. Avec l'âge, la capacité à réguler la température corporelle et à ressentir la soif diminue, ce qui les rend plus

susceptibles de souffrir de coups de chaleur. Ainsi, ce groupe est souvent confronté à des problèmes de santé préexistants qui peuvent être exacerbés par des conditions environnementales défavorables. Les maladies chroniques, telles que l'hypertension et les maladies cardiaques, peuvent s'aggraver dans des conditions de chaleur extrême. Le risque de mortalité augmente de manière significative parmi ces groupes déjà fragiles.

## 5.4. BESOINS ET PRIORITÉS DIFFÉRENCIÉS SELON LE GENRE

Au vu des obstacles, des impacts différenciés selon le genre ainsi que les stratégies d'adaptation déjà adoptées qui semblaient parfois inefficaces, les hommes et les femmes ont des besoins et priorités y afférents et qui méritent une attention particulière dans les actions anticipatoires.

D'abord, ces besoins et priorités sont à différencier selon les catégories des groupes affectés.

D'après les enquêtes, les personnes âgées hommes et femmes sont les plus vulnérables aux chocs de l'ordre de 63,21% et de 66,80% respectivement. La vulnérabilité est significativement réduite chez les adolescents (25,59%), avec les filles légèrement moins vulnérables (24,20%). La vulnérabilité est cependant comparable entre hommes et femmes d'âge moyen de 45 à 65 ans (31,54%). Enfin, la vulnérabilité est très élevée chez les femmes plus âgées (66,80%), plus que chez les hommes du même âge (63,21%). Bref, la vulnérabilité diminue avec l'âge mais remonte chez les plus âgés. Ce contexte met en lumière que les vulnérabilités sont étroitement liées à l'accès aux soins de santé et à d'autres ressources, aux conditions socio-économiques et notamment aux rôles sociaux des hommes et des femmes.

La figure 10 ci-dessous révèle la situation issue des enquêtes où les hommes et les femmes ont donné leurs réponses uniquement en fonction de leur sexe. Cela signifie que les hommes ont exprimé les besoins ou opinions des hommes, tandis que les femmes ont fait de même pour les femmes.

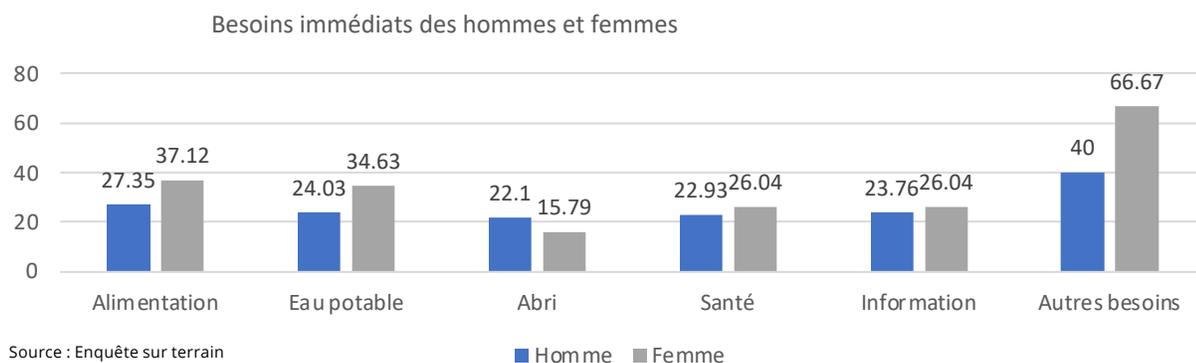


Figure 10. Représentation des besoins immédiats par genre

Les données de base de ce graphique montrent que les femmes semblent plus affectées par les besoins liés à l'alimentation (37,12% femmes et 27,35% hommes), à l'eau potable (34,63% femmes et 24,03% hommes), à la santé (26,04% femmes et 22,93% hommes) et à l'accès à l'information (26,04% femmes et 23,76% hommes). En revanche, les hommes expriment un besoin plus important en matière d'abri (22,1% hommes et 15,79% femmes).

Cela souligne à titre de rappel la vulnérabilité des femmes à la sécurité alimentaire en période de crise, leur rôle crucial dans la gestion de l'eau au sein des foyers, leurs préoccupations liées à leur santé reproductive ou aux soins des enfants et leur enclin à la prise de décision éclairée par leur accès à des informations pertinentes. Chez les hommes en revanche, le besoin d'abri peut s'expliquer par leur statut de chef de famille qui leur assigne des rôles traditionnels où ils sont souvent responsables de la protection de la famille.

**Par ailleurs, les femmes (66,67%) ont encore beaucoup d'autres besoins que les hommes (40%).** Cela pourrait englober des besoins spécifiques non couverts par les catégories précédentes, mettant en lumière des vulnérabilités

particulières des femmes comme l'assistance médicale et sanitaire et le soutien financier pour assurer la survie familiale et le soin de leur bien-être.

Durant les focus discussion, les participant.e.s ont partagé des besoins suivant les types de chocs (sécheresse, tempête de vents et de sable et cyclone/inondations) et la plupart des réponses ont coïncidé avec les informations issues des enquêtes. En bref tel que mentionné dans le tableau suivant, les femmes ont des besoins spécifiques en matière de sécurité, de santé, d'eau potable et de nutrition, souvent liés à leur rôle familial. Les hommes, quant à eux, se concentrent sur le soutien économique, la reconversion professionnelle et le développement de compétences.

Tableau 4. Besoins différenciés des hommes et des femmes en cas de chocs

Besoins des femmes	Besoins des hommes
Temps de collecte d'eau qui limite d'autres activités ; nécessité d'accès à des sources d'eau potable et non contaminées.	Aide à la reconversion professionnelle et à la recherche de nouveaux revenus à la suite de la perte de récoltes.
Besoin de garantir la nutrition des enfants face à la pénurie et à la hausse des prix ; une aide pour compenser la perte de récoltes.	Formations en gestion d'entreprise et techniques de survie économique.
Accès à des informations sur les pratiques agricoles durables, des formations sur la gestion de l'approvisionnement en nourriture, eau et hygiène.	Accès à des formations sur les pratiques agricoles durables et la gestion des ressources, ainsi que sur la sensibilisation à l'égalité des genres
Nécessité de soutien psychosocial pour prévenir les pressions et améliorer la santé mentale.	Reconnaissance de la nécessité d'un soutien émotionnel, avec une sensibilisation à l'importance de partager ses émotions
Besoin accru de soins, surtout pour les femmes enceintes et allaitantes.	Renforcement des réseaux communautaires pour favoriser la solidarité et l'entraide.
Renforcement des mesures de sécurité pour prévenir la violence familiale exacerbée par les crises.	
Accès à des refuges pour éviter les violences et les abus pendant les tempêtes	

Source : Focus group

Pour ce qui concerne les **adolescent.e.s**, les focus avec eux ont d'abord établi que, les adolescentes ont un besoin plus prononcé de mesures de protection contre la violence et l'exploitation, tandis que les adolescents sont plutôt attirés par des activités récréatives qui leur permettent de gérer le stress. Ensuite, les deux groupes ont besoin d'un accès continu à l'éducation, mais les adolescentes doivent également bénéficier de services de santé reproductive. Puis, les adolescentes nécessitent un soutien spécifique pour exprimer leurs émotions et retrouver confiance après une catastrophe, alors que les adolescents peuvent se concentrer sur le développement de compétences pratiques.

Concernant les **personnes à mobilité réduite**, notamment les personnes âgées et handicapées, leurs besoins et priorités en cas de chocs climatiques peuvent être résumés comme suit :

- Un accès au soutien médical spécifique adaptés pour les maladies chroniques, surtout lorsque les conditions climatiques aggravent leur état de santé.
- Un accès à des services d'assistance pour accéder à des refuges et à des soins médicaux pendant les crises.
- Un accès à la nourriture et à l'eau à travers des mécanismes adaptés y compris des services de livraison y afférents.
- Un accès au service de transport leur permettant d'accéder aux ressources essentielles ou l'amélioration des infrastructures facilitant leur accessibilité et leur déplacement en toute sécurité durant les urgences.
- De réseaux communautaires d'entraide qui les aideront à se sentir moins isolées. Des visites régulières et des activités sociales peuvent renforcer leur bien-être et leur accès à l'assistance.

Par ailleurs, il a été exploré lors de tous les échanges avec les acteurs clés la nécessité

d'une coordination efficace entre les différentes interventions dans ces zones.

## 6. Discussion

Dans les trois districts, les normes sociales établissent une hiérarchie qui privilégie les hommes par rapport aux femmes, leur accordant ainsi une plus grande importance et un statut supérieur dans divers aspects de la vie quotidienne. En effet, dans le ménage, les rôles sont clairement définis entre hommes et femmes. Les hommes sont principalement responsables des tâches suivantes : travailler pour gagner de l'argent, apporter du bois de chauffage, s'occuper du bétail, et garder l'argent du ménage. Ils dictent également les décisions au sein du foyer.

Les femmes, quant à elles, jouent un rôle multiple. Elles assument comme d'habitude la majorité des tâches domestiques, c'est-à-dire la cuisine, la lessive, la recherche d'eau et de bois de chauffage, ainsi que l'éducation et les soins des enfants. En cas de maladie ou d'accouchement, les hommes peuvent temporairement assumer certaines responsabilités domestiques. De plus, elles prennent part régulièrement aux activités génératrices de revenus pour mieux répondre aux besoins alimentaires de leur famille. Souvent, elles gèrent également, parfois sous la supervision de leurs époux, les dépenses quotidiennes du foyer.

Les adolescent.e.s jouent aussi un rôle dans ce système, étant chargés de chercher de l'eau et du bois de chauffage. En bref, bien que les hommes et les femmes travaillent ensemble dans les champs, les femmes semblent porter la charge principale des tâches ménagères et de l'éducation des enfants.

**En période de chocs climatiques, les inégalités se creusent, car les hommes, qu'ils soient adultes ou jeunes, malgré les impacts subis, trouvent souvent des moyens de se relever,**

**laissant parfois les femmes et d'autres membres de la famille à gérer seules la situation.** Cette situation entraîne la fragmentation de nombreuses familles, provoque la perte de biens et, dans certains cas, des pertes humaines. En conséquence, les communautés qui réussissent à survivre se retrouvent confrontées à de nouveaux facteurs de vulnérabilité, ce qui complique encore davantage leur capacité à se reconstruire et à s'adapter.

Ci-dessous quelques sujets qui méritent discussion.

## 6.1. VULNÉRABILITÉS ÉMERGENTES FACE AUX RISQUES LIÉS AU CLIMAT

Outre l'adaptation communautaire, **la migration climatique** dans le grand sud de Madagascar redéfinit les relations de genre, créant à la fois des défis et des opportunités pour les femmes, souvent en augmentant leur charge de travail tout en leur offrant des possibilités d'émancipation. Les aspects émergents suivants devraient recevoir une attention particulière dans le cadre des AA :

- Les femmes, souvent responsables de la gestion des ressources domestiques, peuvent être particulièrement affectées par la perte du patrimoine, la dégradation des terres, la rareté de l'eau, dues aux chocs. Cela peut accroître leur charge de travail et modifier les rôles traditionnels.
- La migration des hommes vers des zones urbaines ou plus viables économiquement peut entraîner une séparation familiale (même de façon temporaire). Les femmes restant sur place doivent assumer seules les responsabilités familiales et économiques, ce qui peut renforcer leur autonomie mais aussi leur vulnérabilité si jamais leurs maris n'envoient pas de l'argent.
- Dans des contextes de chocs climatiques,

les stress et l'anxiété peuvent augmenter et peuvent ainsi mener à une hausse de la violence domestique. Les femmes migrantes peuvent également faire face à des risques accrus de violence dans les nouvelles localités.

- Les migrations des hommes (puis des membres de la famille) peuvent modifier l'accès aux ressources. Les femmes peuvent se retrouver exclues des réseaux de soutien ou des opportunités économiques dans les nouvelles zones, aggravant leur dépendance.
- Les migrations peuvent aussi entraîner des changements dans les normes de genre. Le rôle accru des femmes dans la prise de décisions économiques peut contribuer à un réexamen des rôles de genre traditionnels.

Les femmes jouent un rôle crucial dans les stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Leur participation dans les processus de prise de décision peut renforcer la résilience des communautés.

## 6.2. INCLUSIVITÉ DES APPROCHES ACTUELLES DE L'ACTION ANTICIPATOIRE

Dans les faits, il est important de souligner que les personnes à mobilité réduite, qu'il s'agisse des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, se retrouvent souvent **marginalisées** lors de la mise en œuvre des initiatives communautaires. En situation de crise, comme lors de chocs climatiques, elles sont particulièrement vulnérables et dépendent souvent de l'aide de leurs proches.

Bien qu'il existe des programmes visant à les inclure et à leur accorder une priorité, déployés par

des acteurs humanitaires et intervenant dans les urgences, ces initiatives ne concernent pas d'actions anticipatoires. De plus, les activités proposées dans le cadre de ces interventions sont fréquemment inadaptées, car elles exigent des efforts physiques que ces personnes ne peuvent pas fournir. Cela entrave leur capacité à réaliser efficacement les tâches qui leur sont assignées.

Il est donc crucial d'impliquer les membres de leur famille dès le début du processus anticipatoire, afin que chacun puisse bénéficier de manière équitable des soutiens extérieurs. En effet, le PAM et les acteurs AA à travers ses interventions doit prêter une attention particulière à l'identification et au ciblage de ces groupes et notamment à leur participation dans des étapes auxquelles ils sont en mesure d'apporter une contribution.

## 6.3. COMMENT LE PAM PEUT-IL METTRE EN ŒUVRE L'AA DANS LE PAYS POUR RÉPONDRE AUX RÉALITÉS IDENTIFIÉES ?

Les enjeux suivants méritent d'être pris en compte pour élaborer des actions anticipatives et efficaces qui favorisent l'égalité de genre, assure la protection, et l'inclusion tout en renforçant la résilience des communautés face aux défis climatiques dans le sud de Madagascar.

- Les **femmes dans le sud de Madagascar** ont souvent un accès limité aux ressources et aux aides, notamment en ce qui concerne la **formation en leadership et en gestion des risques** climatiques, ce qui les empêche de se remettre efficacement après des chocs.
- Elles rencontrent également des **obstacles pour accéder au financement** et aux

ressources nécessaires au développement de leurs entreprises. De plus, elles sont **sous-représentées dans les postes de leadership** au sein des communautés, y compris dans les associations à vocation sociale.

- Les normes de genre et les **stéréotypes socioculturels en vigueur restreignent le soutien des hommes à l'égard des initiatives dirigées par des femmes**, les confinant souvent à la sphère domestique, bien qu'elles participent également aux activités productives en période de crise.
- De plus, la plupart des organisations communautaires et les **interventions dans ces localités ne prennent pas suffisamment en compte les voix des groupes marginalisés**, tels que les femmes rurales, les personnes âgées et les personnes handicapées, dans les initiatives communautaires.
- Même en période normale, et particulièrement lors des chocs climatiques, les femmes et les groupes marginalisés n'ont **pas un accès adéquat à des services essentiels**, tels que l'eau potable et des infrastructures sanitaires.
- La plupart des **infrastructures socioéconomiques** existantes, comme les maisons communautaires et les marchés, **ne répondent pas aux besoins spécifiques des femmes** et des groupes marginalisés.
- Il y a également un manque de soutien de la part des ONG locales pour renforcer les capacités des femmes et des groupes marginalisés, afin d'intégrer ces défis dans les programmes du PAM.
- Enfin, **l'absence d'indicateurs de genre dans le suivi et l'évaluation des programmes**, ainsi qu'un manque de pratiques de collecte de données désagrégées, limitent l'efficacité de ces initiatives.

En bref, il est essentiel de prioriser l'accès aux informations pertinentes ainsi que la prise en compte des situations et des conditions

spécifiques des femmes, des hommes, des adolescent.e.s et d'autres personnes vulnérables dans les actions anticipatoires. Cela inclut la réhabilitation des infrastructures d'eau, les transferts monétaires et la distribution de kits alimentaires ou de production menés par le PAM tout en collaborant avec d'autres parties prenantes.

## 7. Conclusion

L'analyse des normes de genre dans les trois districts met en lumière des rôles traditionnellement assignés qui limitent la participation des femmes dans la prise de décision, notamment en matière de gestion des risques climatiques. Bien que ces normes varient légèrement d'un district à l'autre<sup>18</sup>, elles partagent un socle commun qui privilégie les hommes en tant que décideurs et protecteurs, laissant souvent les femmes confinées à des rôles domestiques.

Pour surmonter ces obstacles, il est crucial de prendre en compte les dynamiques de pouvoir liées au genre dans la mise en œuvre des programmes. Le renforcement de la participation des femmes peut être favorisé par des formations en leadership et des initiatives visant à assurer leur représentation sur des plateformes locales et régionales. De plus, l'intégration d'indicateurs de genre dans le suivi et l'évaluation des interventions permettra d'évaluer l'impact sur l'autonomisation des femmes, tout en offrant la possibilité d'ajuster les actions en conséquence.

Enfin, un effort concerté pour sensibiliser les communautés et promouvoir des normes favorables à l'égalité des genres est essentiel. En encourageant une participation équitable des femmes et des hommes dans les processus décisionnels, on peut non seulement améliorer la gestion des risques climatiques, mais également contribuer à une société plus juste et équitable.

<sup>18</sup> Cf. Note synoptique en annexe

## 8. Recommandations

Les recommandations suivantes sont proposées et formulées à partir des réalités du terrain mais force est d'avancer que certaines méritent encore une analyse plus poussée sur les autres facteurs de vulnérabilité comme l'accessibilité physique, le comportement social, les facteurs économiques, l'aspect sécurité, etc.

Ces recommandations sont généralisées pour le PAM et les partenaires AA d'un côté, et pour les autres parties prenantes. Elles reflètent les implications partagées dans l'annexe de manière plus générale avec objectif d'aiguiller le PAM et les partenaires AA à développer un plan d'action GPI qui répond aux résultats.

### **Pour le PAM et les partenaires AA :**

#### **1. Veiller à établir une représentation équitable et l'inclusion systématique des groupes marginalisés dans la prise de décision et toutes les initiatives communautaires :**

- Mettre en œuvre des initiatives visant à assurer la représentation des femmes et des groupes marginalisés dans les discussions et décisions relatives au changement climatique et à la planification des catastrophes.
  - Faciliter des espaces de dialogue inclusifs où toutes les voix, notamment celles des femmes et des personnes handicapées, peuvent être entendues.
  - Cartographier les groupes marginalisés dans le grand sud, notamment les femmes rurales, les personnes âgées et les personnes handicapées
- Établir des programmes d'intervention qui tiennent compte des besoins spécifiques de chaque groupe démographique face aux chocs climatiques, en intégrant des initiatives pour la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et aux soins de santé.

- Appuyer la création des comités locaux qui incluent des représentants de groupes marginalisés pour superviser les initiatives et garantir leur inclusion active ; la tenue d'une liste actualisée de ces groupes aide à la planification et la mise en œuvre des actions anticipatoires comme les transferts monétaires et les éventuelles dotations
- Promouvoir des services spécifiques pour les adolescent.e.s et les personnes à mobilité réduite, en s'assurant que leurs besoins sont pris en compte dans la planification des interventions.

## **2. Améliorer l'accès à l'information et aux ressources :**

- Instaurer des programmes de sensibilisation et d'information spécifiquement conçus pour les femmes, permettant d'améliorer leur accès aux ressources éducatives et financières.
- Clarifier les risques d'exclusion par rapport aux critères d'éligibilité actuelles et en considérant les processus de ciblage pour les AA – et revoir si un ajustement dans le processus de ciblage est nécessaire.

## **3. Mettre en œuvre des programmes de formation et appui à l'entrepreneuriat :**

- Mettre en place des programmes de formation adaptés aux besoins du marché du travail, en ciblant particulièrement les jeunes et les femmes.
- Faciliter l'accès à des financements et à des ressources pour les femmes désireuses de créer ou de développer des entreprises, en tenant compte des secteurs où elles sont déjà actives.

## **4. Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'adaptation au changement climatique de soutien à la gestion des ressources:**

- Créer des programmes qui valorisent le rôle

des femmes dans l'agriculture et la gestion des ressources, tout en allégeant leur charge de travail, notamment en matière de collecte d'eau.

- Promouvoir des pratiques agricoles résilientes au climat par le biais de formations et d'initiatives de sensibilisation, en intégrant les femmes dans le processus de décision.
- Offrir une formation ciblée et un accès à l'information pour aider les femmes à adopter des pratiques de gestion durable des ressources face aux chocs climatiques.
- Encourager la création de groupes de soutien et de coopération entre femmes pour partager des stratégies et des ressources.

## **5. Promouvoir des mesures adéquates pour l'accès équitable :**

- Clarifier les risques d'exclusion par rapport aux critères d'éligibilité actuelles et en considérant les processus de ciblage pour les AA – et revoir si un ajustement dans le processus de ciblage est nécessaire
- Améliorer les mécanismes de transparence pour lutter contre la corruption et garantir un accès équitable.

## **6. Incorporer des indicateurs de genre, protection et inclusion dans le suivi et l'évaluation des programmes d'AA**

- Élaborer des indicateurs qui tiennent compte des spécificités culturelles et économiques du grand sud, tels que l'accès des femmes aux ressources agricoles et leur participation dans les comités villageois.
- Former les agents du PAM et des partenaires locaux à la collecte de données désagrégées par sexe, la collecte de données qualitatives, et l'analyse GPI dans l'objectif d'un suivi régulier sur ces questions, en s'assurant qu'ils comprennent l'importance de ces données pour le déroulement des programmes.
- Mettre en place des systèmes de collecte de

données ventilées par sexe et âge pour mieux évaluer l'impact des programmes sur les différentes catégories de femmes, notamment les jeunes filles et les femmes âgées.

- Mettre en place des mécanismes de retour d'information où les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et/ou à mobilité réduite, peuvent signaler leur perception de l'impact des programmes sur leur autonomie et leurs conditions de vie.

**Pour les parties prenantes, dont acteurs de développement, agences spécialisées, gouvernement, etc.:**

Certaines interventions visant à garantir un impact inclusif, sûr et responsable, tout en répondant aux besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons, nécessitent la collaboration d'acteurs au-delà des partenaires traditionnels de l'AA et du PAM. Les recommandations correspondantes sont énumérées ci-dessous. **Cela étant dit, les recommandations 1 à 6 listées pour le PAM sont aussi pertinentes pour les autres parties prenantes, et seront plus efficaces si plusieurs acteurs renforcent ces efforts.**

**1. Soutenir les mécanismes de gestion de l'eau :**

- Développer des systèmes de gestion de l'eau qui soient adaptés aux périodes de sécheresse et d'inondation, avec une attention particulière à l'implication des femmes dans leur conception et leur gestion.

**2. Améliorer l'accès des femmes, des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées aux services essentiels :**

- Collaborer pour assurer un meilleur accès aux soins de santé pour les femmes, en particulier en période de crise climatique.
- Nécessité de soutien psychosocial pour prévenir les pressions et améliorer la santé mentale.

**3. Etablir des programmes d'intervention adaptés et inclusifs pour répondre aux besoins spécifiques des différentes populations face aux chocs climatiques, en incluant des initiatives pour la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et les soins de santé, dont:**

- Renforcer l'accès des femmes et des enfants aux refuges quand elles font face à des violences domestiques.
- Renforcer les efforts de protection pour les adolescentes à risque particulier de violences et d'exploitation.
- Renforcer les efforts de prévention des violences dans les communautés, particulièrement les violences conjugales, et surtout pendant les périodes de crise.

Résultats clés	Implication pour l'AA
<p><b>1. Des taux de chômage élevés dans les districts cibles pour l'analyse, mais un entrepreneuriat féminin élevé :</b> En se référant aux répondant.e.s, le taux de chômage est élevé à Betroka (27,27% des hommes et 25% des femmes) contre des taux bien plus bas à Tsihombe (2,5% et 5,79%). L'entrepreneuriat est plus développé chez les travailleurs indépendants, avec une domination féminine dans le secteur privé à Betioky et Betroka.</p>	<p>Le taux de chômage, les besoins du marché de travail et le niveau d'éducation des jeunes et des femmes sont notables et à prendre en compte dans les actions anticipatoires. Il s'avère important pour les acteurs en AA de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adapter les informations sur les chocs climatiques au niveau d'éducation de la population pour la rendre accessible. Les documents / posters étaient souvent inaccessibles.</li> <li>• En collaboration avec d'autres acteurs, mettre en œuvre des programmes de formation adaptés aux besoins des jeunes et des femmes, dont un accès à des financements et à des ressources pour développer des entreprises et activités génératrices de revenus (AGR) focalisant sur les secteurs ou elles et ils sont déjà active.f.s.</li> <li>• Clarifier un ciblage et des interventions qui soutiendrait les travailleur.euse.s indépendant.e.s à rester résilient.e.s et plus autonomes pour les chocs ultérieurs. Assurer que le ciblage facilite la différenciation entre ceux ayant des capacités à accroître leur résilience et ceux étant très vulnérables nécessitant une aide humanitaire pour répondre à leurs besoins immédiats.</li> <li>• Assurer un suivi particulier des travailleur.euse.s indépendants sur l'utilisation des transferts monétaires pour leur résilience économique et de leurs entreprises, en plus du suivi de sécurité alimentaire et nutritionnel. Inclure une analyse sur l'autonomisation économique des femmes.</li> </ul> <p><b>Pour les parties prenantes</b> dans ce contexte (acteurs de développement, secteur privé) : la mise en œuvre de programmes tels que des formations, l'appui à l'entrepreneuriat, l'accès au financement, amélioration de la littératie financière, etc.</p>

**2. La sécheresse prolongée affecte 80% des répondants :** Les aléas climatiques majeurs dans les 3 districts incluent la sécheresse prolongée, ainsi que les vagues de chaleur et les fortes pluies dues aux cyclones, entraînant des pénuries d'eau et des impacts négatifs sur l'agriculture, la santé communautaire, et augmente le travail domestique et de soin effectué par les femmes et les filles.

**Les implications comprennent la nécessité de :**

- Développer des programmes d'information ciblés, en particulier pour les femmes et les personnes handicapées.
- Mettre en œuvre des processus de discussions communautaires (avec les autorités locales) pour faciliter des dialogues sur les priorités d'adaptation que les communautés pourraient gérer, dont en ce concerne les systèmes de gestion de l'eau adaptés aux périodes de sécheresse et d'inondations. Assurer que les paramètres de ces discussions et des adaptations proposées soulignent le nécessité de réduire la charge de travail des femmes.
- Promouvoir des pratiques agricoles résilientes au climat et investir dans des infrastructures pour faire face aux vagues de chaleur et aux fortes pluies – dont en identifiant des opportunités de complémentarité avec d'autres projets du PAM (par exemple sous les activités de résilience, FFA/FFT).
- Concevoir des interventions qui valorisent le rôle des femmes dans l'agriculture, facilitant leurs accès à des formations / assistance pour leur adaptation au changement climatique et la gestion des ressources tout en allégeant leur charge de travail.

**Pour les parties prenantes dans ce contexte (acteurs de développement, etc.), les implications comprennent la nécessité de :**

- Promouvoir des pratiques agricoles résilientes au climat et investir dans des infrastructures pour faire face aux vagues de chaleur et aux fortes pluies.
- Mise en œuvre des solutions liées aux priorités locales d'adaptations sorties des discussions communautaires.
- Concevoir des programmes et des investissements économiques et sociaux qui valorisent le rôle des femmes dans l'agriculture et la gestion des ressources tout en allégeant leur charge de travail, dont en relation à la collecte et la gestion de l'eau.

**3. Les chocs climatiques aggravent les inégalités de genre** en assignant aux femmes des **rôles** essentiels dans la production alimentaire, tout en limitant leur participation à d'autres activités et en augmentant leur charge de travail, ce qui nuit à leur santé et à leur bien-être

**Cela nécessite l'implication de tous les acteurs AA pour :**

- Visibiliser et valoriser le travail des femmes dans leur communautés et soutenir un processus d'identification de solutions (analyse participative du travail, identification des tâches problématiques et des solutions communautaires).
- Contribuer à la mise en œuvre (ou possible) des solutions identifiées (ceci inclura sûrement l'accès à des technologies pour réduire la difficulté et le temps requis pour effectuer certaines tâches).
- Encourager la participation des hommes au travail de soin domestique et communautaire pour réduire l'impact des chocs climatiques sur le bien-être de la famille (par ex. messages ciblés dans les campagnes de communication, priorité donnée aux ménages pour les formations ou les hommes effectuent des tâches domestiques et de soin)
- Encourager la création de groupes de soutien et de coopération entre femmes pour le partage de stratégies et de ressources. Des approches communautaires d'entraide sont aussi recommandées si validées par des consultations.
- Créer des programmes d'adaptation au changement climatique qui valorisent le rôle des femmes dans l'agriculture et la gestion des ressources, tout en allégeant leur charge de collecte d'eau et en améliorant l'accès aux soins de santé.

**4. Les femmes désavantagées et rendues vulnérables en période**

**de crise :** Les femmes, souvent responsables de la gestion des ressources, font face à des difficultés **d'accès à l'information et aux ressources** éducatives et financières, exacerbant leur vulnérabilité en période de crise et révélant des biais de genre

**Les implications des acteurs en AA comprennent la nécessité de :**

- En consultation avec les femmes au niveau local, instaurer des programmes d'information et de sensibilisation adaptés aux femmes – ceci inclus à la fois des messages adaptés, des moyens de communications auxquels elles ont le plus accès, et des processus communautaires pour faciliter le partage de l'information (messages par hauts parleurs partagés par des femmes, sessions de mise à jour communautaire dédiées aux femmes régulièrement dont quand des risques de chocs climatiques sont communiqués, etc.).
- Renforcer l'accès des femmes aux ressources éducatives et financières dont des formations d'alphabétisation et de littératie financière.
- Intégrer des actions ciblées promouvant les bénéfices d'une distribution et gestion équitable des ressources au sein du ménage pendant les actions anticipatoires (par ex. messages spécifiques diffusés, ciblage des femmes, discussions facilitées par le PAM/partenaires avec les hommes, discussions et célébrations communautaires)
- Assurer un suivi régulier sur l'accès des femmes, personnes âgées, personnes à mobilité réduite, aux informations et aux ressources pour adapter les AA.
- Intégrer le manque d'accès aux ressources pour les femmes dans l'appui technique au gouvernement pour identifier des solutions et encourager la mise en œuvre de politiques soutenant une distribution plus équitable des ressources.
- Intégrer des indicateurs sur le genre, la protection, et l'inclusion, actuellement absent, pour mieux suivre et évaluer les interventions, et les rendre plus efficaces pour tous les groupes de bénéficiaires.

**Pour les parties prenantes dans ce contexte (acteurs de développement, etc.) :**

- Instaurer des programmes d'information et de sensibilisation adaptés aux femmes, tout en renforçant leur accès aux ressources éducatives et financières et en promouvant des politiques pour une distribution équitable des ressources.

**5. Soutenir les femmes avec des pratiques proactives efficaces face aux chocs.** Les femmes adoptent davantage des pratiques proactives de gestion des ressources face aux chocs climatiques, mais jugent souvent ces stratégies inefficaces, tandis que les hommes semblent plus confiants, ce qui pourrait découler de différences dans l'accès à l'information et à la prise de décision.

**Cela requiert des implications sur des :**

- Actions dédiées pour l'accès à l'information des femmes (voir le résultat 4)
- Actions dédiées pour soutenir l'accès aux formations pour les femmes (voir le résultat 3, 4)
- Actions pour communiquer et soutenir les femmes avec des informations sur des pratiques proactives de gestion de ressources qui sont efficaces dans leur contexte pour minimiser l'impact des chocs.

**Pour les parties prenantes dans ce contexte (acteurs de développement, etc.),** les implications comprennent la nécessité de communiquer et soutenir les femmes avec **des informations et des ressources** sœur des pratiques proactives de gestion de ressources qui sont efficaces dans leur contexte pour minimiser l'impact des chocs.

Les activités listées pour le PAM sont aussi pertinentes pour les autres parties prenantes, et seront plus efficaces si plusieurs acteurs renforcent ces efforts.

**6. L'accès aux ressources et aides** pour les communautés est limité par des critères discriminatoires touchant surtout les femmes et les personnes âgées, exacerbés par des violences, des conflits familiaux et des problèmes de corruption

**Les implications comprennent la nécessité de :**

- Clarifier les risques d'exclusion par rapport aux critères d'éligibilité actuelles et en considérant les processus de ciblage pour les AA – et revoir si un ajustement dans le processus de ciblage est nécessaire
- S'assurer que les critères et le processus pour l'accès à l'aide humanitaire est bien compris par tous dans la communauté.
- Organiser des sessions supplémentaires avec les femmes, les personnes âgées à la suite des assemblées générales, sur les critères, le processus de ciblage, et de distribution dont les messages clés sur leurs droits.
- Améliorer la sensibilisation des bénéficiaires et des communautés sur leurs droits, le rôle des acteurs humanitaires.
- Elaborer des processus localisés pour minimiser les risques d'abus de pouvoir au sein des communautés et des familles : par exemple, si la relation avec la communauté est bonne, travailler avec les foktany ou autorités locales sur les lois et les normes liées aux abus de pouvoir,
- Utiliser les mécanismes de feedback communautaires pour informer les adaptations programmatiques en continue, et qu'ils soient suffisamment inclusifs pour assurer l'accès des femmes, des personnes âgées, etc.
- Assurer un accès aux systèmes de référencement pour la protection pour les questions de violence, dont les violences basées sur le genre.

**Pour les parties prenantes dans ce contexte (acteurs de développement, etc.), les implications comprennent la nécessité de :**

- Adopter des mesures proactives et protectives pour assurer la cohésion sociale au niveau communautaire pour éviter la marginalisation, la violence et l'exclusion des femmes, personnes âgées.
- Contribuer aux efforts des acteurs AA pour faciliter l'accès aux ressources pour les femmes et les personnes âgées, en révisant les critères d'éligibilité, en développant des programmes de sensibilisation et en instaurant des mécanismes de transparence.

7. **La prise de décision** sur le changement climatique et la planification des catastrophes est dominée par les hommes, entraînant une exclusion fréquente des femmes et des personnes handicapées, malgré des discussions collectives où le pouvoir reste majoritairement masculin

**Cela implique notamment la nécessité de :**

- Assurer une représentation équitable des groupes marginalisés dans les processus de discussion et la prise de décision. Soutenir, par exemple, des dialogues communautaires et une prise de décisions prioritaires en groupes séparés (par sexe et âge), encourager la représentation des femmes, des mères célibataires, des personnes handicapées dans la gestion de ces groupes.
- Appuyer les comités locaux dans l'intégration de représentants de groupes marginalisés dans le leadership des comités, et dans la tenue de listes actualisées de ces groupes d'aide à la planification et la mise en œuvre des actions anticipatoires comme les transferts monétaires et les éventuelles dotations.
- Promouvoir la planification des services spécifiques pour les adolescent.e.s et les personnes à mobilité réduite, en s'assurant que leurs besoins sont pris en compte dans la planification des interventions.
- Pour les structures communautaires de prises de décision liées à la planification, proposer de manière proactive une composition et un fonctionnement de comité qui favorise une participation égalitaire. Celle-ci peut être adapté, avec des approches complémentaires, avec la communauté.
- Assurer un dialogue en continue et des efforts collectifs avec le gouvernement pour intégrer cette exclusion dans les considérations de gestion de chocs, dont les crises climatiques pour des solutions plus complètes et durables.

**Pour les parties prenantes dans ce contexte (acteurs de développement, gouvernement, etc.), les implications comprennent la nécessité de :**

- Instaurer des mesures proactives pour assurer une représentation équitable des groupes marginalisés dans les décisions sur le changement climatique et la planification des catastrophes.
- Les activités listées pour le PAM/partenaires AA sont aussi pertinentes pour les autres parties prenantes, et seront plus efficaces si plusieurs acteurs renforcent ces efforts.
- L'appui des partenaires gouvernementaux sera critique pour soutenir des processus de prise de décisions plus inclusifs, et d'assurer les services critiques, dont pour les adolescent.e.s, personnes âgées, etc.

8. Les besoins et priorités face aux chocs climatiques varient selon le genre et l'âge, les femmes, surtout les plus âgées, nécessitant un soutien accru en sécurité alimentaire et soins, tandis que les hommes se concentrent sur la reconversion professionnelle, et les adolescents et personnes à mobilité réduite requièrent des protections et services spécifiques.

Il est important d'établir des approches adaptées aux besoins et priorités différentes pour augmenter l'impact des AA, les implications comprennent la nécessité de :

- Améliorer la capacité des populations à risque d'accéder aux informations climatiques en amont (formations, pré-positionner plusieurs moyens de communications, messages inclusifs, partenariat avec des organisations locales représentatives)
- Assurer des moyens de communications variés, et des messages inclusifs.
- Consulter les communautés pour valider les besoins et priorités pour l'aide à pré-positionner, pour assurer que les besoins variés sont inclus dans ce processus, et qu'aucun groupe n'est délaissé (dont le pré-positionnement de biens alimentaires ciblant les enfants). Considérer des options pour les bénéficiaires identifiés et une portion communale pour les groupes à risque.
- Clarifier les risques d'exclusion des femmes, des personnes handicapées et personnes âgées, et ajuster le processus de ciblage si besoin pour assurer un accès significatif aux transferts, entre autres.
- Assurer et encourager une participation équitable et représentative au niveau communautaire pour développer des plans d'action – inclure aussi les considérations pour le travail domestique et de soin important effectué par les femmes et les filles pendant les crises pour des options d'action liées à l'infrastructure et la protection des activités génératrices de revenus.
- Assurer et augmenter les interventions pour les femmes enceintes et allaitantes pendant les périodes de crises.

Pour les parties prenantes dans ce contexte (acteurs de développement, gouvernement, etc.), les implications comprennent la nécessité de :

- Etablir des programmes d'intervention adaptés et inclusifs pour répondre aux besoins spécifiques des différentes populations face aux chocs climatiques, en incluant des initiatives pour la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et les soins de santé, dont :
- Renforcer l'accès des femmes et des enfants aux refuges quand elles font face à des violences domestiques.
- Renforcer les efforts de protection pour les adolescentes à risque particulier de violences et d'exploitation.
- Renforcer les efforts de prévention des violences dans les communautés, particulièrement les violences conjugales, et surtout pendant les périodes de crise.
- Nécessité de soutien psychosocial pour prévenir les pressions et améliorer la santé mentale.

Les activités listées pour le PAM/partenaires AA sont aussi pertinentes pour les autres parties prenantes, et seront plus efficaces si plusieurs acteurs renforcent ces efforts.

## Ethnie Mahafaly

Région : Atsimo Andrefana – Betioky Atsimo

Ethnie dominante : Mahafaly

### Mode de vie

- L'élevage de zébus est central, représentant à la fois un moyen de subsistance et un symbole de statut social. Les zébus sont également utilisés dans des rituels et des cérémonies importantes.
- Les Mahafaly cultivent des céréales et d'autres cultures vivrières sur des terres arides.

### Pratiques culturelles

- Construit des tombeaux élaborés, ornés de sculptures et de décorations.
- Importance de la mémoire et du respect des ancêtres, avec des rituels complexes pour honorer les défunts.
- Réputation pour la fabrication de bijoux et d'objets en bois sculpté.  
Les artisans créent des pièces qui reflètent leur habileté et les symboles culturels.

### Défis contemporains

- Face à des défis liés à la modernisation, à la déforestation et aux changements climatiques affectant leurs terres.
- Malgré ces défis, les Mahafaly continuent de préserver leur culture et leurs traditions tout en s'adaptant aux réalités contemporaines.

### Rôles au sein de la communauté

#### 1. Hommes :

- Principalement responsables de l'élevage de zébus et des rituels associés.
- Gestion des terres agricoles.

#### 2. Femmes :

- Participation probable à l'agriculture et à la culture de céréales.
- Implication dans les rituels funéraires et la fabrication de bijoux.

#### 3. Enfants (Filles et Garçons) :

- Traditionnellement formés pour assister dans les tâches agricoles et artisanales.
- Les filles peuvent être initiées aux activités domestiques et artisanales, tandis que les garçons apprennent à s'occuper des zébus.

Les Mahafaly représentent une ethnie dynamique et résiliente, enracinée dans des traditions profondes tout en naviguant dans un monde en évolution.

<sup>19</sup>Sources : Internet, 2024

## Ethnie Bara

Région Anosy - District de Betroka

### Mode de vie

- Les Bara sont principalement des éleveurs de zébus, qui symbolisent la richesse et jouent un rôle central dans leur culture.
- Les zébus sont essentiels lors de mariages, funérailles et célébrations traditionnelles, intégrant des croyances spirituelles et des pratiques culturelles.

### Organisation sociale

- La société bara est structurée autour de clans, avec des traditions orales essentielles pour transmettre l'histoire et les valeurs.
- Les ancêtres occupent une place centrale dans la culture bara, influençant les rituels et les pratiques.

### Compétences artisanales

- Les Bara sont renommés pour leur tissage et leur poterie, reflétant un riche patrimoine culturel.

### Rôles au sein de la communauté

#### Rôles des hommes

- Principalement responsables de l'élevage (zébus), symbole de richesse.
- Actifs lors des événements publics tels que mariages et funérailles.
- En charge de la gestion des biens et ressources communautaires.

#### Rôles des femmes

- Impliquées dans le tissage et la poterie, compétences essentielles pour la vie quotidienne.
- Éduquent les enfants et transmettent les traditions et valeurs culturelles.
- Participent aux préparations et aspects domestiques des cérémonies.

#### Rôles des filles

- Apprennent des compétences artisanales et traditions auprès de leurs mères.
- Peuvent participer aux cérémonies, notamment lors de rites de passage, mais de manière discrète.
- Aident aux tâches ménagères et à la prise en charge des plus jeunes.

#### Rôles des garçons

- Apprennent les techniques d'élevage et les rituels associés auprès de leurs pères.
- Participent activement aux cérémonies, notamment dans les rituels masculins.
- Assistants dans les travaux liés à l'élevage et à l'agriculture, contribuant à la subsistance familiale.

### Environnement

- Le district de Betroka, avec son climat semi-aride et ses paysages variés, favorise l'élevage et l'agriculture.

### **Rôles des hommes**

- Les hommes sont les principaux responsables de l'élevage des zébus et de la gestion des ressources agricoles. Ils prennent des décisions cruciales concernant les finances et les ressources de la famille.
- Ils assument le rôle de protecteurs, garantissant la sécurité et le bien-être de leurs proches. En tant que leaders, les hommes participent activement aux conseils communautaires et aux rituels, renforçant ainsi leur statut au sein de la communauté.

### **Rôles des femmes**

- Les femmes sont souvent responsables des tâches domestiques, y compris la cuisine et l'entretien de la maison, jouant un rôle central dans le foyer.
- En plus de leurs responsabilités domestiques, elles s'engagent dans des activités économiques telles que la culture de légumes et la vente de produits, contribuant ainsi aux revenus familiaux.
- Les femmes sont essentielles à la transmission des valeurs culturelles, élevant les enfants et leur enseignant les coutumes de la communauté.

### **Rôles des filles**

- Les filles participent aux tâches ménagères et au soin des plus jeunes, acquérant ainsi des compétences pour leur futur rôle de mères.
- Bien qu'encouragées à apprendre les traditions, l'accès à l'éducation formelle peut varier considérablement selon les familles.

### **Rôles des garçons**

- Dès leur jeune âge, les garçons sont formés à gérer le bétail et à participer aux activités agricoles, préparant leur avenir.
- Ils sont souvent encouragés à assumer des responsabilités tôt dans leur adolescence, se préparant à devenir les chefs de famille.

### **Facteurs de vulnérabilité**

Les Antandroy font face à plusieurs défis qui exacerbent leurs conditions de vie :

- La pauvreté et le manque d'accès à l'information les empêchent de se préparer et de réagir efficacement aux chocs.
- Les cas de violence sexuelle et sexiste, ainsi que la violence à l'encontre des enfants, créent des tensions sociales et économiques.
- Les femmes et les groupes marginalisés sont souvent exclus des processus de préparation et de réponse aux catastrophes, ce qui limite leur capacité à faire face aux crises.

Ces inégalités préexistantes sont amplifiées par les catastrophes, qui agissent comme des multiplicateurs de risque. Les femmes et les enfants, déjà vulnérables, se retrouvent dans une spirale de dépossession et de marginalisation accrue.

# Crédits Photographiques

Photo de couverture : PAM/Gabriela Vivacqua

Photo de Page 5 : PAM/Gabriela Vivacqua

Photo de Page 9 : PAM/Gabriela Vivacqua

Photo de Page 21 : PAM/Gabriela Vivacqua

Photo de Page 59 : PAM/Gabriela Vivacqua



## **Programme Alimentaire Mondial**

Alarobia Business Center  
Immeuble ARASA, Enceinte Novotel  
Antananarivo 101, Madagascar  
T +261 32 07 13701

**[wfp.org/countries/madagascar](https://wfp.org/countries/madagascar)**

**✕f/@PamMadagascar**

## **Avec le soutien du :**

Bureau National de Gestion des Risques  
et des Catastrophes (BNGRC) et The Norwegian  
Agency for Development Cooperation (NORAD)



 **Norway**